



Canadian  
Heritage

Patrimoine  
canadien

62B      8122-3-1-96

VOL 1            UNC

INTERGOVERNMENTAL COOPERATION -  
MANITOBA

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE -  
MANITOBA

SCHOOL GOVERNANCE; GENERAL

## GESTION SCOLAIRE; GÉNÉRALITÉS

SPECIAL AGREEMENT - FRANCOPHONE  
SCHOOL GOVERNANCE

ENTENTE SPÉCIALE - GESTION DES  
ÉCOLES FRANÇAISES



7540-CH-502-0870

[illegible]

GC 39.1 (91/10)

7540-21-904-5775

62B 8122-3-1-96  
VOL 1

001917



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Document disclosed under the Access to Information Act  
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

# **CLOSED VOLUME VOLUME COMPLET**

DATED FROM  
À COMPTER DU

TO  
JUSQU'AU

1996-04-22

1998-02-19

**AFFIX TO TOP OF FILE - À METTRE SUR LE DOSSIER**

**DO NOT ADD ANY MORE PAPERS - NE PAS AJOUTER DE DOCUMENTS**

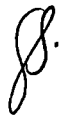
**FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE - POUR CORRESPONDANCE ULTÉRIEURE VOIR**

**FILE NO. - DOSSIER N°**

**VOLUME**

8134-7-1-96

# NOTE

**A l'attention de :** Jean Carrier  
**De la part de :** Suzanne A. Samson   
Agente à DGPALO  
**Objet :** Manitoba : États financiers finaux 1996-1997 et  
États financiers provisoires 1997-1998  
**Date :** 19 février 1998

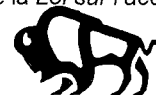
Veuillez trouver ci-joint copie des états financiers finaux 1996-1997 et des états financiers provisoires 1997-1998, préparés par la province du Manitoba en ce qui a trait à l'*Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*.

Suite à votre analyse de ces documents, nous pourrions procéder au 2e paiement de 1997-1998.

N'hésitez pas à communiquer avec moi au 997-7589 pour tout renseignement complémentaire.



# Manitoba



Éducation  
et Formation  
professionnelle

Bureau de l'éducation française

Édifice Robert-Fletcher  
1181 avenue Portage  
local 509  
Winnipeg MB R3G 0T3  
CANADA

Téléphone : (204) 945-6916  
Télécopieur : (204) 945-1625  
Courriel : bef@minet.gov.mb.ca

Le 11 février 1998

Madame Michèle Blais-Chauvin  
Agente - région de l'ouest  
Opérations et coordination régionale  
Programmes d'appui aux langues officielles  
Patrimoine canadien  
15 rue Eddy  
10<sup>e</sup> étage Pièce 10E2  
Ottawa, ON K1A 0M5



Madame ,

Ci-joint, vous trouverez les « États financiers finaux 1996-1997 » ainsi que les « États financiers provisoires 1997-1998 » selon les dispositions de l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises. Ces deux documents permettront que le versement final pour 1997-1998 au montant de 1 325 000 \$ soit approuvé et qu'un chèque pour cette somme soit émis par le Canada dans les délais prévus à cette fin.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes salutations cordiales.

Le directeur des services de soutien,

Henri Grimard

/ct

pièces jointes

# ÉTATS FINANCIERS FINAUX 1996-1997

du 1<sup>er</sup> avril 1996 au 31 mars 1997

## ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES

PROJETS OU ACTIVITÉS	DÉPENSES TOTALES	CONTRIBUTION DU CANADA
<b>A) MISE EN OEUVRE ET FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE DE GESTION</b>		
1. personnel de transition	246 049 \$	194 077 \$
2. structure divisionnaire et gestion	475 964 \$	430 916 \$
3. informatisation des bulletins scolaires	0 \$	14 775 \$
4. location et achats d'équipement	31 781 \$	13 287 \$
<b>TOTAL</b>	<b>753 794 \$</b>	<b>653 055 \$</b>
<b>B) PROGRAMMES DESTINÉS SPÉCIFIQUEMENT À L'ENSEIGNEMENT EN FRANÇAIS</b>		
1. équité dans l'offre des programmes	1 753 052 \$	1 784 990 \$
2. équipement musical	29 999 \$	39 732 \$
3. projet technologie	579 351 \$	551 273 \$
4. activités culturelles	111 409 \$	176 318 \$
5. éducation physique et sport	115 132 \$	44 994 \$
6. projet écriture	1 067 \$	16 875 \$
7. informatisation des bibliothèques	38 109 \$	36 250 \$
8. équité dans la programmation	210 742 \$	229 596 \$
<b>TOTAL</b>	<b>2 838 861 \$</b>	<b>2 880 028 \$</b>
<b>C) PROGRAMME D'ACCUEIL</b>		
1. coordination	39 026 \$	7 988 \$
2. personnel professionnel	185 970 \$	224 172 \$
3. auxiliaires	321 142 \$	364 579 \$
4. formation	11 453 \$	12 534 \$
5. service et matériel pédagogique	20 246 \$	28 136 \$
<b>TOTAL</b>	<b>577 837 \$</b>	<b>637 409 \$</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>4 170 492 \$</b>	<b>4 170 492 \$</b>

Contribution du Manitoba  
Selon la disposition 4.1 de l'Entente spéciale à cet effet, la contribution du Manitoba par le  
Programme de financement des écoles se chiffre à 17 397 029 \$\* pour 1996-1997.  
(\*projection)

Nous certifions que les fonds fédéraux ont été dépensés en vertu de toutes les dispositions pertinentes de l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises.

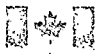
Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'éducation française

Date

Sous-ministre adjoint  
Administration et finances

Date

001921



Patrimoine canadien Canadian Heritage

8134-7-1-96

MBL

APR 11 1997

Votre référence Your file

Notre référence Our file

Monsieur Guy L. Roy  
Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'éducation française  
Ministère de l'Éducation et de la  
Formation professionnelle  
1181, avenue Portage, pièce 509  
Winnipeg (Manitoba)  
R3G 0T3

Monsieur,

J'ai le plaisir de vous faire parvenir, conformément aux dispositions prévues dans le cadre de l'*Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*, un chèque de 2 085 246 \$ représentant le deuxième et dernier paiement de la contribution fédérale approuvée en 1996-1997.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Lise Toupin  
Gestionnaire, Région de l'ouest  
Programmes d'appui aux langues officielles

P.j.

Canada



**CANADIAN HERITAGE  
GRANTS AND CONTRIBUTIONS  
APPROVAL AND PAYMENT FORM**

Document disclosed under the Access to Information Act  
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

**PATRIMOINE CANADIEN  
SUBVENTIONS & CONTRIBUTIONS  
FORMULAIRE D'APPROBATION & DE PAIEMENT**

Name of Client - Nom du client <b>Trésorier provincial, Province du Manitoba</b>	Commitment No. - No d'engagement <b>61175Q</b>	Date <b>le 2 avril 1997</b>
Address - Adresse <b>Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle Édifice Robert-Fletcher, Pièce 509 1181, avenue du Portage Winnipeg (Manitoba) R3G 0T3</b>	Planning Element - Élément de planification <b>D.G.P.A.L.O.</b> Planning Element Component - Partie de l'élément de planification <b>L.O.E. - Gestion scolaire</b> Vendor Code - Code fournisseur <b>GC030437</b>	

Send cheque to (if different from above) / Envoyer le chèque à l'adresse suivante (si elle diffère de l'adresse ci-haut)

- \*  →
- |                  |                   |
|------------------|-------------------|
| E Enter/Entrer   | CL Close/Fermer   |
| C Change/Changer | R Reopen/Réouvrir |
| D Delete/Annuler |                   |

COMMITMENT - ENGAGEMENT			
*	Coding - Codage	Amount	CR-CT
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>

I certify that funds are available pursuant to section 32 of the Financial Administration Act. / J'atteste que les crédits sont disponibles en vertu de l'article 32 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Hilaire Lemoine (signature)	Date
-----------------------------	------

APPROVAL - APPROBATION		PAYMENT - PAIEMENT		Final Payment Paieement final	<input checked="" type="checkbox"/>
Coding-Codage	Amount-Montant	Coding-Codage	Amount-Montant	CR-CT	
		2751 0231 90210 422 6901 2751 0231 90210 422 6904	316 437,50 1 768 808,50		
		<b>TOTAL</b>		<b>2 085 246,00</b>	

**CURRENT YEAR - ANNÉE COURANTE**  
1996-1997

Original amount / Montant original \$

Supplement / Supplément

Total authorized / Total autorisé année current year / courante \$

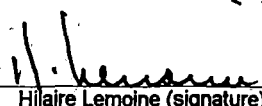
**FUTURE YEAR(S) - ANNÉES(S) SUBSÉQUENTE(S)**  
199 - 199

Subsequent fiscal / Années financières years / subséquentes

Total authorized / Total autorisé année en cours all fiscal years / et années subséquentes \$

I.P.U. No. - No UC

I certify that the appropriate terms/conditions have been met / J'atteste que les modalités appropriées ont été rencontrées.

  
 Hilaire Lemoine (signature)

97.04.03  
 Date

Type of funding - Type de financement

Program Programme	Project Projet	Capital Immobilisation
----------------------	-------------------	---------------------------

Total duration of the approved funding - Durée totale du financement approuvé

From/de	To/à
---------	------

I approve the grant or contribution / J'approuve la subvention ou la contribution

Signature	Date
-----------	------



MBC

MEMORANDUM

NOTE DE SERVICE

To/À : Michèle Blais-Chauvin  
Agent de programme  
Langues officielles dans l'enseignement

From/De : Jean Carrier  
Conseiller financier  
Subventions et contributions

Date : 21 mars 1997

SUBJECT: Gouvernement du Manitoba - Langues officielles dans l'enseignement

OBJET : Entente spéciale relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles française  
États financiers finaux certifiés de 1995-1996  
États financiers provisoires de 1996-1997

1.0 États financiers finaux certifiés de 1995-1996

1.1 Les états financiers finaux ont été certifiés.

1.2 Calcul du montant admissible

Voir l'annexe A.

Montant admissible	2 806 567
Plus: transferts	<u>175 424</u>
	<u>2 981 991</u> \$ (A)

Contribution du Canada	<u>3 256 148</u> \$ (B)
------------------------	-------------------------

Le moindre de A ou B	2 981 991 \$
Moins: paiements	<u>3 356 148</u>
Montant à recevoir	(274 157) \$

Suite à notre discussion, nous avons convenu que le montant à recevoir sera calculé à partir des dépenses totales et non des montants admissibles de la façon suivante:

Dépenses totales	3 256 148 \$
Moins: paiements	<u>3 256 148</u>
Montant à recevoir	0

Cette dérogation au processus courant s'explique par le fait que bien que la province ait dépensé un montant



global égal à la contribution totale du Canada, cette dernière a omis de soumettre une demande de transfert entre catégories de dépenses tel que stipulé dans l'accord de contribution. Vous avez contacté la province afin qu'ils assurent à l'avenir de fournir à temps leur demande de transfert.

## 2.0 États financiers provisoires de 1996-1997

### 2.1 Résumé du financement pour 1996-1997

	Contribution approuvée *	Montants versés
Mise en oeuvre et fonctionnement	653 055 \$	336 617,50 \$
Programmes	2 880 028	1 434 083,50
Programmes d'accueil	<u>637 409</u>	<u>314 545,00</u>
	4 170 492 \$	2 085 246,00 \$

\* Les montants incluent les transferts demandés par la province.

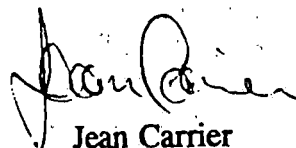
### 2.2 Dépenses admissibles

	Réelles	Prévues	Totales	Admissibles
Mise en oeuvre et fonct.	561 537 \$	91 518 \$	653 055 \$	653 055 \$
Programmes	1 929 358	950 670	2 880 028	2 880 028
Programmes d'accueil	<u>452 436</u>	<u>184 973</u>	<u>637 409</u>	<u>637 409</u>
Total	2 943 331 \$	1 227 161 \$	4 170 492 \$	4 170 492 \$

Voir l'annexe B pour les détails.

## 3.0 Recommandation

Veuillez émettre le deuxième paiement de 2 085 246 \$ pour 1996-1997 lorsque vous aurez obtenu l'approbation de la Ministre pour les transferts demandés par la province du Manitoba.

  
Jean Carrier

Mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises  
Entente spéciale - Etats financiers finaux  
Exercice financier: 1995-1996

ANNEXE A

# du projet (1)	Contrib. du Canada (2)	Dépenses réelles (3)	Montants admissibles (4)	Transferts disponibles			Transferts requis		
				(A) 15% de contrib. (5)	(B) surplus (6)	Moindre de (A) et (B) (7)	(A) 15 % de Contrib. (8)	(B) Déficit (9)	Moindre de (A) et (B) (10)
Mise en oeuvre et fonctionnement	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
A-1	330,750	469,444	330,750	49,613	0	0	49,613	138,694	49,613
A-2	212,598	270,980	212,598	31,890	0	0	31,890	58,382	31,890
A-3	91,700	52,838	52,838	13,755	38,862	13,755	13,755	0	0
Total	635,048	793,262	596,186			13,755			81,502
Programmes à l'ens. en français									
B-1	927,378	1,099,190	927,378	139,107	0	0	139,107	171,812	139,107
B-2	453,460	202,215	202,215	68,019	251,245	68,019	68,019	0	0
B-3	575,050	655,743	575,050	86,258	0	0	86,258	80,693	80,693
B-4	190,400	130,114	130,114	28,560	60,286	28,560	28,560	0	0
Total	2,146,288	2,087,262	1,834,757			96,579			219,800
Programme d'accueil									
C-1	178,544	136,320	136,320	26,782	42,224	26,782	26,782	0	0
C-2	265,188	231,542	231,542	39,778	33,646	33,646	39,778	0	0
C-3	17,080	1,547	1,547	2,562	15,533	2,562	2,562	0	0
C-4	14,000	6,215	6,215	2,100	7,785	2,100	2,100	0	0
Total	474,812	375,624	375,624			65,090			0
GRAND TOTAL	3,256,148	3,256,148	2,806,567			175,424			301,302

TRANSFERTS ADMISSIBLES: LE MOINDRE DES TRANSFERTS DISPONIBLES ET DES TRANSFERTS REQUIS 175,424

Montants admissibles (colonne 4)	2,806,567	
Plus: Transferts admissibles	175,424	
	<u>2,981,991</u>	(A)
Contribution du Canada (colonne 2)	3,256,148	(B)
Le moindre de (A) ou (B)	2,981,991	
Moins: paiements	3,256,148	
Montant payable (à recevoir)	<u>(274,157)</u>	

Mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises  
Entente spéciale - Etats financiers provisoires  
Exercice financier: 1996-1997

ANNEXE B

# du projet	Contrib. du Canada	Dépenses réelles et prévues	Montants admissibles	Transferts disponibles			Transferts requis		
				(A) 15% de contrib.	(B) surplus	Moindre de (A) et (B)	(A) 15 % de Contrib.	(B) Déficit	Moindre de (A) et (B)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
Mise en oeuvre et fonctionnement	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
A-1	194,077	194,077	194,077	29,112	0	0	29,112	0	0
A-2	430,916	430,916	430,916	64,637	0	0	64,637	0	0
A-3	14,775	14,775	14,775	2,216	0	0	2,216	0	0
A-4	13,287	13,287	13,287	1,993	0	0	1,993	0	0
Total	653,055	653,055	653,055			0			0
Programmes à l'ens. en français									
B-1	1,784,990	1,784,990	1,784,990	267,749	0	0	267,749	0	0
B-2	39,732	39,732	39,732	5,960	0	0	5,960	0	0
B-3	551,273	551,273	551,273	82,691	0	0	82,691	0	0
B-4	176,318	176,318	176,318	26,448	0	0	26,448	0	0
B-5	44,994	44,994	44,994	6,749	0	0	6,749	0	0
B-6	16,875	16,875	16,875	2,531	0	0	2,531	0	0
B-7	36,250	36,250	36,250	5,438	0	0	5,438	0	0
B-8	229,596	229,596	229,596	34,439	0	0	34,439	0	0
Total	2,880,028	2,880,028	2,880,028			0			0
Programme d'accueil									
C-1	7,988	7,988	7,988	1,198	0	0	1,198	0	0
C-2	224,172	224,172	224,172	33,626	0	0	33,626	0	0
C-3	364,579	364,579	364,579	54,687	0	0	54,687	0	0
C-4	12,534	12,534	12,534	1,880	0	0	1,880	0	0
C-5	28,136	28,136	28,136	4,220	0	0	4,220	0	0
Total	637,409	637,409	637,409			0			0
GRAND TOTAL	4,170,492	4,170,492	4,170,492			0			0

TRANSFERTS ADMISSIBLES: LE MOINDRE DES TRANSFERTS DISPONIBLES ET DES TRANSFERTS REQUIS

0

Montants admissibles (colonne 4) 4,170,492  
Plus: Transferts admissibles 0  
4,170,492 (A)

Contribution du Canada (colonne 2) 4,170,492 (B)

Le moindre de (A) ou (B) 4,170,492  
Moins: paiements 2,085,246  
Montant payable (à recevoir) 2,085,246

# Langues officielles dans l'enseignement Manitoba 1996-1997

Document disclosed under the Access to Information Act  
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

## Entente bilatérale:

Sous-entente(titre):

## Entente spéciale: X

Sous-entente (titre):

### AVIS D'ENGAGEMENT

### DEMANDE DE PAIEMENT

#### Entente bilatérale

Infrastructure

a) Transfert du minimum

b) Écoles indépendantes

**Total partiel (Infrastructure)**

Élaboration et développement de programme

a) Écoles indépendantes/privées (7300)

Formation et perfectionnement des enseignants

Appui aux étudiants

Autres catégories de dépenses de programme

**Total partiel (Minimum et fonds supplémentaires)**

#### Entente spéciale

Gestion scolaire

Établissements postsecondaires

Centre scolaire-communautaire et

établissements scolaires

Programmation, bourses

**Total (Entente spéciale)**

*Transfert au Programme des moniteurs*

#### Années antérieures

Recouvrement

Montant dû

**TOTAL GLOBAL**

Code	Montant	Total
6401	0.00	
6401	0.00	
7201	0.00	
	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>

Code	Minimum 7000	Fonds supp. 7100	Total
02	0.00	0.00	0.00
01	0.00	0.00	0.00
03	0.00	0.00	0.00
04	0.00	0.00	0.00
06	0.00	0.00	0.00
	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
<b>Total (Entente bilatérale)</b>			<b>0.00</b>

Code	Gestion (6900)	Fonds supp. (7107)	Total
01	653 055.00	0.00	653 055.00
02	0.00	0.00	0.00
03	0.00	0.00	0.00
04	3 517 437.00	0.00	3 517 437.00
	<b>4 170 492.00</b>	<b>0.00</b>	<b>4 170 492.00</b>

	<b>Minimum</b>		
	0.00	0.00	<b>0.00</b>

Montant	%	Total
0.00	25	0.00
0.00	25	0.00
	<b>0</b>	<b>0.00</b>

Min. gar.	Fonds supp.	%	Total
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
<b>0.00</b>	<b>0.00</b>		<b>0.00</b>
<b>TOTAL</b>			<b>0.00</b>

		%	
316 437.50	0.00	50	316 437.50
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
0.00	0.00	50	0.00
1 768 808.50	0.00	50	1 768 808.50
<b>2 085 246.00</b>	<b>0.00</b>		<b>2 085 246.00</b>

**REMARQUES:** Deuxième paiement (incluant réaffectations)

## APPROBATION:

Michèle Blais-Chauvin  
Agent de programme

1-04-97  
Date

*Qui*  
Gestionnaire

1/04/97  
Date

*Louise*  
Administration

03/04/97  
Date



Patrimoine canadien Canadian Heritage

APR - 8 1997

Votre référence Your file

Notre référence Our file

Monsieur Guy L. Roy  
Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'éducation française  
Ministère de l'Éducation et de la  
Formation professionnelle  
Édifice Robert-Fletcher  
1181, avenue Portage, pièce 509  
Winnipeg (Manitoba)  
R3G 0T3

*Guy*  
Monsieur,

Je vous écris en réponse à votre lettre du 26 mars dernier concernant une demande d'amendement à l'*Entente Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*.

Nous avons entre-temps reçu une lettre de la Division scolaire franco-manitobaine sollicitant notre participation financière à la construction de la partie communautaire du projet de centre scolaire et communautaire de Saint-Vital.

Dans les circonstances, je crois qu'il serait important de discuter de l'impact d'un amendement au volet «Immobilisations» de l'*Entente* sur l'avenir du projet de Saint-Vital. Nous apprécierions grandement si votre bureau convoquait une rencontre avec les représentants de la DSFM, à laquelle nous pourrions participer, pour aborder cette question et convenir d'une approche concertée pour la réalisation de ce projet.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le directeur général,  
Programmes d'appui aux  
langues officielles

*Hilaire Lemoine*

Hilaire Lemoine

c.c. M. Belaineh Deguefé

Canada





*Patrimoine canadien  
Programmes d'appui  
aux langues officielles*

*Canadian Heritage  
Official Languages  
Support Programs*

15, Eddy  
Hull (Québec)  
(819) 994-0943

**télécopie/Fax : le 10 avril 1997**

**1 + 1 pages**

À/TO	DE/FROM
<b>DIANE LECLERCQ</b> Agente de programmes Bureau du Manitoba  tél./tel. : (204) 983-7908 téléc./fax : (204) 983-5365	<b>MICHELE BLAIS-CHAUVIN</b> Agent de programme Opérations et coordination régionale  tél./tel. : (819) 994-3507 téléc./fax : (819) 953-6580

Pour ton info. S.V.P. remettre copie de la lettre à M. Belaineh Deguefé

\*\*\* TRANSMISSION REPORT \*\*\*

PRINT TIME 04/10 '97 12:43 ID: DGPALO/OLSPB

D- FILE START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No. No. TIME			PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00 917 04/10 12:43 TX		12049835365	2	2	0	00'38"	OK

REM. RELAY  
COPY GROUP No.

03/26/97

15:22

204 945 1625

MANITOBA BFP

2001/003

## Éducation et Formation professionnelle

Manitoba

Education and Training



## BORDEREAU DE TRANSMISSION PAR TÉLÉCOPIEUR / FACSIMILE TRANSMISSION COVER SHEET

DATE: March 26, 1997

<b>DESTINATAIRE/TO :</b>	<b>EXPÉDITEUR/FROM :</b>
Nom/Name : <u>Nilaires Lemoine</u>	Nom/Name : <u>Guy L. Roy</u>
Bureau/Office : <u>Pâtisserie</u>	Bureau/Office : <u>Bureau de l'éducation française</u>
<u>Canadien</u>	<u>Local 509, 1181 avenue Portage</u>
	<u>Winnipeg MB R3G 0T3</u>
N° de téléphone/Phone N° : <u>(613) 994-0943</u>	N° de téléphone/Phone N° : <u>(204) 945-6928</u>
N° de télécopieur/Fax N° : <u>(819) 953-9353</u>	N° de télécopieur/Fax N° : <u>(204) 945-1625</u>

NOMBRE TOTAL DE PAGES (Y COMPRIS CELLE-CI) / TOTAL NUMBER OF PAGES (INCLUDING THIS ONE) .....

L'ORIGINAL À SUIVRE / ORIGINAL TO FOLLOW ..... OUI / YES ☒ NON / NO ☐

COMMENTAIRES / REMARKS :

① Kim / Paul Chud

je voudrais en discuter le prochain

prochain sup

② Kim sup pour preuve

merc.

La présente communication est destinée à la personne ou au bureau ci-haut mentionné et pourrait contenir des renseignements confidentiels qui font, en vertu de la loi, l'objet d'une dispense en matière de communication. Si vous recevez cette communication par erreur, veuillez téléphoner l'expéditeur ou l'opérateur immédiatement.

This fax transmission is intended for the use of the individual or office noted above and may contain information that is private, confidential, and exempt from disclosure under law. If you received this transmission in error, please notify the sender or operator immediately by telephone.

POUR TOUTE DIFFICULTÉ DE TRANSMISSION, VEUILLEZ APPELER L'OPÉRATEUR :  
IF THERE ARE ANY TRANSMISSION PROBLEMS, PLEASE CALL OPERATOR :

Cécile

N° de téléphone : (204) 945-  
Phone N° : (204) 945- 69



**Manitoba****Éducation  
et Formation  
professionnelle****Bureau de l'éducation française****Édifice Robert-Fletcher  
1181 avenue Portage  
local 508  
Winnipeg MB R3G 0T3  
CANADA**

Le 26 mars 1997

Téléphone : (204) 945-6916  
Télécopieur : (204) 945-1625

*HC*  
Monsieur Hilaire Lemoine  
Directeur général  
Programmes d'appui aux langues officielles  
Patrimoine canadien  
15 rue Eddy  
Hull QC K1A 0M5

*Hilaire*  
Monsieur Lemoine,

La présente se veut un suivi à votre lettre du 13 courant au sujet de l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises. Elle fait suite également à la conférence téléphonique tenue le 26 février 1997 entre quatre (4) fonctionnaires fédéraux et Henri Grimard.

La Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM) a soumis son plan de redressement financier en 1995-1996 à l'attention de notre ministre. Entre autres, ce plan proposait l'utilisation des fonds de l'Entente spéciale pour réduire et éliminer le déficit accumulé par 1999. Cette décision soulignait par le fait même que la DSFM ne souhaitait pas poursuivre le développement d'une entente auxiliaire spécifique aux immobilisations, comme prévue dans l'Entente spéciale.

Lorsque la DSFM nous a informés par écrit de sa décision qu'elle ne considérait pas inclure des demandes d'immobilisations dans le cadre de l'Entente spéciale, nous avons fait de même auprès du Patrimoine canadien par notre missive du 30 août 1996. Par la suite, aucun suivi n'a été entamé par nos juridictions respectives, soit le Canada et le Manitoba. Néanmoins, il est important à ce temps-ci de souligner que je suis autorisé par les autorités manitobaines de vous soumettre par la présente une demande formelle d'amendement à l'Entente spéciale dans ce sens.

Quant à votre interprétation des faits entourant l'approbation du Canada pour une somme totale de 15 M \$, il serait bon de se référer à la lettre du Ministre du Patrimoine, Monsieur Michel Dupuy, à notre Premier ministre, Monsieur Gary Filmon, en date du 11 août 1994, dans laquelle votre ministre du jour confirmait la contribution totale ci-haut mentionnée tout en soulignant de quel fonds (13 M \$ des Mesures spéciales) et de quel programme (2 M \$ du Programme des langues officielles-LOE) proviendraient cette somme totale. Monsieur Dupuy soulignait alors que 2 M \$ étaient réservés pour la refrancisation. Notre interprétation de cette missive nous porte à croire que les 2 M \$ se voulaient comme une somme garantie pour la refrancisation par et à travers les LOE. Pour ce qui est des 3.5 M \$ prévus pour les immobilisations, cette somme a été retenue lors des sessions de préparation du texte de l'Entente tenues à Winnipeg en septembre 1994 et ne faisait pas partie au point de départ d'un sine qua non de la part du ministère du Patrimoine canadien quant à la distribution des fonds fédéraux à l'intérieur de l'Entente spéciale.

.../2

- 2 -


En ce qui a trait à votre observation que les différentes parties intéressées se doivent être bien informées des incidences de l'amendement demandé, j'ai confiance que les autorités de la DSFM ont préparé et soumis leur plan de redressement financier en pleine connaissance du fait qu'elles écartaient, d'entrée de jeu, toute inclusion d'entente auxiliaire pour l'immobilisation, et des conséquences qui découlaient d'une telle décision de leur part.

La décision du Manitoba relative à la construction éventuelle d'une école au sud de Saint-Vital ne dépend en rien de la disponibilité de fonds fédéraux pour le volet communautaire possible de cet établissement scolaire. La réalisation du projet d'une nouvelle école dans ce quartier se fera selon les normes manitobaines pour la construction de tels édifices. Une contribution éventuelle du ministère du Patrimoine canadien viendrait plutôt ajouter une composante particulière à cette nouvelle école approuvée et construite à même les fonds de notre province.

En terminant, permettez-moi également de souligner notre vif souhait que soient utilisés de façon maximale les fonds prévus dans l'Entente spéciale, et à notre sens, pour éviter des déficits considérables à la DSFM, ceci se fera par l'approbation de cette demande d'amendement que nous vous transmettons.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Lemoine, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint,

  
Guy L. Roy

HG/cl

c. John Carlyle

8134-7-1-96



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Votre référence Your file

APR - 1 1997

Notre référence Our file

Monsieur Guy L. Roy  
Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'éducation française  
Ministère de l'Éducation et de la  
Formation professionnelle  
1181, avenue Portage, pièce 509  
Winnipeg (Manitoba)  
R3G 0T3

Monsieur,

La présente fait suite à votre demande de réaffectation de fonds entre projets approuvés dans le cadre de l'*Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*.

Votre demande est conforme aux dispositions de l'entente; j'ai donc le plaisir de vous informer de l'approbation par la ministre du Patrimoine canadien de la réaffectation de fonds demandée. Vous trouverez en annexe une liste des projets approuvés incluant les réaffectations. Ces montants seront utilisés dans la préparation des annexes annuelles 1996-1997.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Lise Toupin  
Gestionnaire, Région de l'ouest  
Programmes d'appui aux langues officielles

P.j.



**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA  
RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

**PROJETS ET ACTIVITÉS APPROUVÉS EN 1996-1997  
(RÉAFFECTATIONS)**

	Contribution fédérale \$	Contribution fédérale révisée \$
<b>A) Mise en oeuvre et fonctionnement de la structure de gestion</b>		
Personnel de transition	190 500	194 077
Structure divisionnaire et gestion	428 660	430 916
Information des bulletins scolaires	14 775	14 775
location et achats d'équipement	39 300	13 287
total partiel	673 235	653 055
<b>B) Programmes destinés spécifiquement à l'enseignement en français</b>		
Équité dans l'offre des programmes	1 554 015	1 784 990
Équipement musical	46 425	39 732
Projet technologie	808 950	551 273
Activités culturelles	176 318	176 318
Éducation physique et sport	44 994	44 994
Projet écriture	16 875	16 875
Informatisation des bibliothèques	26 250	36 250
Équité dans la programmation	194 340	229 596
total partiel	2 868 167	2 880 028
<b>C) Programme d'accueil</b>		
Coordination	15 900	7 988
Personnel professionnel	251 044	224 172
Auxiliaires	320 082	364 579
Formation	14 914	12 534
Service et matériel pédagogique	27 150	28 136
total partiel	629 090	637 409
<b>TOTAL</b>	<b>4 170 492</b>	<b>4 170 492</b>

MBU

# NOTE

Le 19 mars 1996

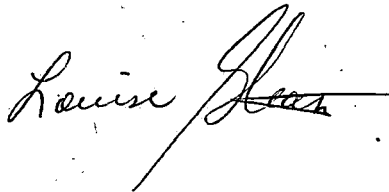
À : Sylvie Wegner  
Secrétariat & Systèmes

De : Louise Gleason  
Programmes d'Appui aux langues officielles

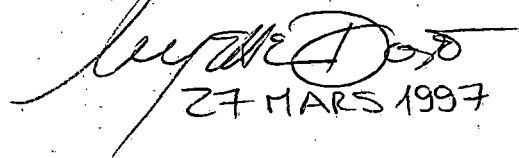
Objet : Réaffectations à l'intérieur de l'enveloppe déjà approuvée 1996-1997

Veillez trouver ci-joint une recommandation à la Ministre concernant le dossier du gouvernement du Manitoba (61175Q). Ce dossier consiste seulement à faire approuver la répartition des fonds entre les projets déjà approuvés. Le montant global de ces projets demeure inchangé.

Merci de votre collaboration et s'il y a d'autres questions n'hésitez pas à communiquer avec nous.



**AUTHORIZED FOR AUTO PEN**

  
27 MARS 1997

RECEIVED BY THE SECRETARIAT AND SYSTEMS
MAR 21 1997
REC U AU SECRETARIAT ET SYSTEMES

*Programmes d'appui aux langues officielles*

**RECOMMANDATION  
À LA MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN**

**RÉAFFECTATIONS À L'INTÉRIEUR DE L'ENVELOPPE  
DÉJÀ APPROUVÉE  
1996-1997**

**Entente spéciale Canada-Manitoba relative  
à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises  
(Manitoba)**

## CONTEXTE

La présente fait suite à la demande du gouvernement du Manitoba de revoir la répartition des fonds entre les projets que vous avez approuvés le 28 juin 1996 dernier pour 1996-1997 sous l'*Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*.

Le montant total de l'enveloppe consacrée au financement de projets de développement demeure le même.

Cette demande est conforme aux dispositions contenues dans l'*Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*.

## DEMANDE DE RÉAFFECTATIONS 1996-1997

Le gouvernement provincial nous a soumis la liste des projets indiquant le niveau de financement déjà approuvé pour chacun d'eux et le niveau de financement demandé. Ceci n'implique aucune augmentation du niveau total de financement déjà approuvé.

## RECOMMANDATION

Conformément aux dispositions de l'*Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*, nous vous recommandons d'approuver les réaffectations demandées par la province pour 1996-1997.

Si vous êtes d'accord avec la recommandation, nous vous prions de signer la présente note.

Date : MAR 27 1997

Approuvée : 

Sheila Copps

Recommandé par : Michèle Blais-Chauvin, agent principal, DGPALO, 994-3802

Pièce jointe : Tableau des projets approuvés

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA  
RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

**PROJETS ET ACTIVITÉS APPROUVÉS EN 1996-1997  
(RÉAFFECTATIONS)**

	Contribution fédérale \$	Contribution fédérale révisée \$
<b>A) Mise en oeuvre et fonctionnement de la structure de gestion</b>		
Personnel de transition	190 500	194 077
Structure divisionnaire et gestion	428 660	430 916
Information des bulletins scolaires	14 775	14 775
location et achats d'équipement	39 300	13 287
total partiel	673 235	653 055
<b>B) Programmes destinés spécifiquement à l'enseignement en français</b>		
Équité dans l'offre des programmes	1 554 015	1 784 990
Équipement musical	46 425	39 732
Projet technologie	808 950	551 273
Activités culturelles	176 318	176 318
Éducation physique et sport	44 994	44 994
Projet écriture	16 875	16 875
Informatisation des bibliothèques	26 250	36 250
Équité dans la programmation	194 340	229 596
total partiel	2 868 167	2 880 028
<b>C) Programme d'accueil</b>		
Coordination	15 900	7 988
Personnel professionnel	251 044	224 172
Auxiliaires	320 082	364 579
Formation	14 914	12 534
Service et matériel pédagogique	27 150	28 136
total partiel	629 090	637 409
<b>TOTAL</b>	<b>4 170 492</b>	<b>4 170 492</b>

*Chiffres*



Deputy Prime Minister and  
Minister of Canadian Heritage



Vice-première ministre et  
ministre du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

JUN 28 1996

The Honourable Linda G. McIntosh  
Minister of Education and Training  
Government of Manitoba  
Room 168  
Legislative Building  
Winnipeg, Manitoba  
R3C 0V8

Dear Mrs. McIntosh:

I am writing concerning Canada's contribution to Manitoba under the *Canada-Manitoba Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance*.

I am pleased to inform you that I have approved a contribution of \$4,170,492 for the proposed projects and activities in 1996-97. You will find attached the annual appendix to the Agreement.

In accordance with Section 7.1 of the Agreement, I have authorized a first payment of \$2,085,246 which represents 50% of the approved federal contribution. Arrangements have been made for the cheque to be forwarded to your Department.

The establishment of francophone school governance is a priority for my government. I would like to thank you for your co-operation in this matter.

Yours sincerely,

Sheila Copps

Attachment

Canada

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT**  
**THE IMPLEMENTATION OF FRANCOPHONE SCHOOLS GOVERNANCE**

**APPROVED PROJECTS AND ACTIVITIES IN 1996-1997**

	Federal contribution \$
<b>A) <i>Establishment and operations of the governance structure</i></b>	
Transitional staff	190,500
Divisional structure and Governance	428,660
Information for school newsletters	14,775
Equipment rental and purchase	39,300
Subtotal	673,235
<b>B) <i>Programs designed specifically for French first language instruction</i></b>	
Equity in program delivery	1,554,015
Music equipment	46,425
Technology project	808,950
Cultural activities	176,318
Physical Education and sport	44,994
Writing project	16,875
Library automation	26,250
Equity in programs	194,340
Subtotal	2,868,167
<b>C) <i>Programme d'accueil</i></b>	
Coordination	15,900
Personnel	251,044
Auxiliary staff	320,082
Training	14,914
Pedagogical material and services	27,150
Subtotal	629,090
<b>TOTAL</b>	<b>4,170,492</b>

## Éducation et Formation professionnelle

Manitoba

Education and Training



## BORDEREAU DE TRANSMISSION PAR TÉLÉCOPIEUR / FACSIMILE TRANSMISSION COVER SHEET

BEST AVAILABLE COPY

DATE: March 26, 1997

## DESTINATAIRE/TO :

Nom/Name : Nélaires LemoineBureau/Office : PâtisserieCanadienN° de téléphone/Phone N° : (613) 994-0943N° de télécopieur/Fax N° : (819) 953-9353

## EXPÉDITEUR/FROM :

Nom/Name : Guy L. RoyBureau/Office : Bureau de l'éducation française  
Local 509, 1181 avenue Portage  
Winnipeg MB R3G 0T3N° de téléphone/Phone N° : (204) 945-6928N° de télécopieur/Fax N° : (204) 945-1625NOMBRE TOTAL DE PAGES (Y COMPRIS CELLE-CI)/TOTAL NUMBER OF PAGES (INCLUDING THIS ONE) ..... 2L'ORIGINAL À SUIVRE/ORIGINAL TO FOLLOW ..... OUI/YES ☒ NON/NO ☐

## COMMENTAIRES/REMARKS :

*① Lire / Paul Chud*

*je voudrais en discuter le prochain s.p*

*② Lire s.p Personne présente*

La présente communication est destinée à la personne ou au bureau ci-haut mentionné et pourrait contenir des renseignements confidentiels qui font, en vertu de la loi, l'objet d'une dispense en matière de communication. Si vous recevez cette communication par erreur, veuillez téléphoner l'expéditeur ou l'opérateur immédiatement.

This fax transmission is intended for the use of the individual or office noted above and may contain information that is private, confidential, and exempt from disclosure under law. If you received this transmission in error, please notify the sender or operator immediately by telephone.

POUR TOUTE DIFFICULTÉ DE TRANSMISSION, VEUILLEZ APPELER L'OPÉRATEUR :  
IF THERE ARE ANY TRANSMISSION PROBLEMS, PLEASE CALL OPERATOR :

Réville

N° de téléphone : (204) 945-  
Phone N° : (204) 945- 69

# Manitoba



Éducation  
et Formation  
professionnelle

Bureau de l'éducation française

Édifice Robert-Fletcher  
1181 avenue Portage  
local 508  
Winnipeg MB R3G 0T3  
CANADA

Le 26 mars 1997

Téléphone : (204) 945-6916  
Télécopieur : (204) 945-1625

AL  
Monsieur Hilaire Lemoine  
Directeur général  
Programmes d'appui aux langues officielles  
Patrimoine canadien  
15 rue Eddy  
Hull QC K1A 0M5

*Hilaire*  
Monsieur Lemoine,

La présente se veut un suivi à votre lettre du 13 courant au sujet de l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises. Elle fait suite également à la conférence téléphonique tenue le 26 février 1997 entre quatre (4) fonctionnaires fédéraux et Henri Grimard.

La Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM) a soumis son plan de redressement financier en 1995-1996 à l'attention de notre ministre. Entre autres, ce plan proposait l'utilisation des fonds de l'Entente spéciale pour réduire et éliminer le déficit accumulé par 1999. Cette décision soulignait par le fait même que la DSFM ne souhaitait pas poursuivre le développement d'une entente auxiliaire spécifique aux immobilisations, comme prévue dans l'Entente spéciale.

Lorsque la DSFM nous a informés par écrit de sa décision qu'elle ne considérait pas inclure des demandes d'immobilisations dans le cadre de l'Entente spéciale, nous avons fait de même auprès du Patrimoine canadien par notre missive du 30 août 1996. Par la suite, aucun suivi n'a été entamé par nos juridictions respectives, soit le Canada et le Manitoba. Néanmoins, il est important à ce temps-ci de souligner que je suis autorisé par les autorités manitobaines de vous soumettre par la présente une demande formelle d'amendement à l'Entente spéciale dans ce sens.

Quant à votre interprétation des faits entourant l'approbation du Canada pour une somme totale de 15 M \$, il serait bon de se référer à la lettre du Ministre du Patrimoine, Monsieur Michel Dupuy, à notre Premier ministre, Monsieur Gary Filmon, en date du 11 août 1994, dans laquelle votre ministre du jour confirmait la contribution totale ci-haut mentionnée tout en soulignant de quel fonds (13 M \$ des Mesures spéciales) et de quel programme (2 M \$ du Programme des langues officielles-LOE) proviendraient cette somme totale. Monsieur Dupuy soulignait alors que 2 M \$ étaient réservés pour la reffrancisation. Notre interprétation de cette missive nous porte à croire que les 2 M \$ se voulaient comme une somme garantie pour la reffrancisation par et à travers les LOE. Pour ce qui est des 3.5 M \$ prévus pour les immobilisations, cette somme a été retenue lors des sessions de préparation du texte de l'Entente tenues à Winnipeg en septembre 1994 et ne faisait pas partie au point de départ d'un sine qua non de la part du ministère du Patrimoine canadien quant à la distribution des fonds fédéraux à l'intérieur de l'Entente spéciale.

.../2

- 2 -

En ce qui a trait à votre observation que les différentes parties intéressées se doivent être bien informées des incidences de l'amendement demandé, j'ai confiance que les autorités de la DSFM ont préparé et soumis leur plan de redressement financier en pleine connaissance du fait qu'elles écartaient, d'entrée de jeu, toute inclusion d'entente auxiliaire pour l'immobilisation, et des conséquences qui découlaient d'une telle décision de leur part.

La décision du Manitoba relative à la construction éventuelle d'une école au sud de Saint-Vital ne dépend en rien de la disponibilité de fonds fédéraux pour le volet communautaire possible de cet établissement scolaire. La réalisation du projet d'une nouvelle école dans ce quartier se fera selon les normes manitobaines pour la construction de tels édifices. Une contribution éventuelle du ministère du Patrimoine canadien viendrait plutôt ajouter une composante particulière à cette nouvelle école approuvée et construite à même les fonds de notre province.

En terminant, permettez-moi également de souligner notre vif souhait que soient utilisés de façon maximale les fonds prévus dans l'Entente spéciale, et à notre sens, pour éviter des déficits considérables à la DSFM, ceci se fera par l'approbation de cette demande d'amendement que nous vous transmettons.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Lemoine, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint,



Guy L. Roy

HG/cl

c. John Carlyle



Canadian Heritage  
Financial Management

Patrimoine canadien  
Gestion financière

**MEMORANDUM**

**NOTE DE SERVICE**

**To/À :** Michèle Blais-Chauvin  
Agent de programme  
Langues officielles dans l'enseignement

**From/De :** Jean Carrier  
Conseiller financier  
Subventions et contributions

**Date :** 21 mars 1997

**SUBJECT:** Gouvernement du Manitoba - Langues officielles dans l'enseignement  
**OBJET :** Entente spéciale relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles française  
États financiers finaux certifiés de 1995-1996  
États financiers provisoires de 1996-1997

**1.0 États financiers finaux certifiés de 1995-1996**

**1.1** Les états financiers finaux ont été certifiés.

**1.2 Calcul du montant admissible**

Voir l'annexe A.

Montant admissible	2 806 567
Plus: transferts	<u>175 424</u>
	<u>2 981 991 \$</u> (A)
Contribution du Canada	<u>3 256 148 \$</u> (B)
Le moindre de A ou B	2 981 991 \$
Moins: paiements	<u>3 356 148</u>
Montant à recevoir	(274 157) \$

Suite à notre discussion, nous avons convenu que le montant à recevoir sera calculé à partir des dépenses totales et non des montants admissibles de la façon suivante:

Dépenses totales	3 256 148 \$
Moins: paiements	<u>3 256 148</u>
Montant à recevoir	0

Cette dérogation au processus courant s'explique par le fait que bien que la province ait dépensé un montant

global égal à la contribution totale du Canada, cette dernière a omis de soumettre une demande de transfert entre catégories de dépenses tel que stipulé dans l'accord de contribution. Vous avez contacté la province afin qu'ils s'assurent à l'avenir de fournir à temps leur demande de transfert.

## 2.0 États financiers provisoires de 1996-1997

### 2.1 Résumé du financement pour 1996-1997

	Contribution approuvée *	Montants versés
Mise en oeuvre et fonctionnement	653 055 \$	336 617,50 \$
Programmes	2 880 028	1 434 083,50
Programmes d'accueil	<u>637 409</u>	<u>314 545,00</u>
	4 170 492 \$	2 085 246,00 \$

\* Les montants incluent les transferts demandés par la province.

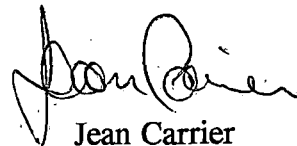
### 2.2 Dépenses admissibles

	Réelles	Prévues	Totales	Admissibles
Mise en oeuvre et fonct.	561 537 \$	91 518 \$	653 055 \$	653 055 \$
Programmes	1 929 358	950 670	2 880 028	2 880 028
Programmes d'accueil	<u>452 436</u>	<u>184 973</u>	<u>637 409</u>	<u>637 409</u>
Total	2 943 331 \$	1 227 161 \$	4 170 492 \$	4 170 492 \$

Voir l'annexe B pour les détails.

## 3.0 Recommandation

Veuillez émettre le deuxième paiement de 2 085 246 \$ pour 1996-1997 lorsque vous aurez obtenu l'approbation de la Ministre pour les transferts demandés par la province du Manitoba.

  
Jean Carrier

**Mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises**  
**Entente spéciale - Etats financiers finaux**  
**Exercice financier: 1995-1996**

**ANNEXE A**

# du projet	Contrib. du Canada	Dépenses réelles	Montants admissibles	Transferts disponibles			Transferts requis		
				(A) 15% de contrib.	(B) surplus	Moindre de (A) et (B)	(A) 15 % de Contrib.	(B) Déficit	Moindre de (A) et (B)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
<b>Mise en oeuvre et fonctionnement</b>	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
A-1	330,750	469,444	330,750	49,613	0	0	49,613	138,694	49,613
A-2	212,598	270,980	212,598	31,890	0	0	31,890	58,382	31,890
A-3	91,700	52,838	52,838	13,755	38,862	13,755	13,755	0	0
<b>Total</b>	<b>635,048</b>	<b>793,262</b>	<b>596,186</b>			<b>13,755</b>			<b>81,502</b>
<b>Programmes à l'ens. en français</b>									
B-1	927,378	1,099,190	927,378	139,107	0	0	139,107	171,812	139,107
B-2	453,460	202,215	202,215	68,019	251,245	68,019	68,019	0	0
B-3	575,050	655,743	575,050	86,258	0	0	86,258	80,693	80,693
B-4	190,400	130,114	130,114	28,560	60,286	28,560	28,560	0	0
<b>Total</b>	<b>2,146,288</b>	<b>2,087,262</b>	<b>1,834,757</b>			<b>96,579</b>			<b>219,800</b>
<b>Programme d'accueil</b>									
C-1	178,544	136,320	136,320	26,782	42,224	26,782	26,782	0	0
C-2	265,188	231,542	231,542	39,778	33,646	33,646	39,778	0	0
C-3	17,080	1,547	1,547	2,562	15,533	2,562	2,562	0	0
C-4	14,000	6,215	6,215	2,100	7,785	2,100	2,100	0	0
<b>Total</b>	<b>474,812</b>	<b>375,624</b>	<b>375,624</b>			<b>65,090</b>			<b>0</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>3,256,148</b>	<b>3,256,148</b>	<b>2,806,567</b>			<b>175,424</b>			<b>301,302</b>

**TRANSFERTS ADMISSIBLES: LE MOINDRE DES TRANSFERTS DISPONIBLES ET DES TRANSFERTS REQUIS** 175,424

Montants admissibles (colonne 4)	2,806,567	
Plus: Transferts admissibles	175,424	
	<u>2,981,991</u>	(A)
Contribution du Canada (colonne 2)	3,256,148	(B)
Le moindre de (A) ou (B)	2,981,991	
Moins: paiements	3,256,148	
Montant payable (à recevoir)	<u>(274,157)</u>	



Mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises  
Entente spéciale - Etats financiers provisoires  
Exercice financier: 1996-1997

ANNEXE B

# du projet	Contrib. du Canada	Dépenses réelles et prévues	Montants admissibles	Transferts disponibles			Transferts requis		
				(A) 15% de contrib.	(B) surplus	Moindre de (A) et (B)	(A) 15 % de Contrib.	(B) Déficit	Moindre de (A) et (B)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
Mise en oeuvre et fonctionnement	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
A-1	194,077	194,077	194,077	29,112	0	0	29,112	0	0
A-2	430,916	430,916	430,916	64,637	0	0	64,637	0	0
A-3	14,775	14,775	14,775	2,216	0	0	2,216	0	0
A-4	13,287	13,287	13,287	1,993	0	0	1,993	0	0
Total	653,055	653,055	653,055			0			0
Programmes à l'ens. en français									
B-1	1,784,990	1,784,990	1,784,990	267,749	0	0	267,749	0	0
B-2	39,732	39,732	39,732	5,960	0	0	5,960	0	0
B-3	551,273	551,273	551,273	82,691	0	0	82,691	0	0
B-4	176,318	176,318	176,318	26,448	0	0	26,448	0	0
B-5	44,994	44,994	44,994	6,749	0	0	6,749	0	0
B-6	16,875	16,875	16,875	2,531	0	0	2,531	0	0
B-7	36,250	36,250	36,250	5,438	0	0	5,438	0	0
B-8	229,596	229,596	229,596	34,439	0	0	34,439	0	0
Total	2,880,028	2,880,028	2,880,028			0			0
Programme d'accueil									
C-1	7,988	7,988	7,988	1,198	0	0	1,198	0	0
C-2	224,172	224,172	224,172	33,626	0	0	33,626	0	0
C-3	364,579	364,579	364,579	54,687	0	0	54,687	0	0
C-4	12,534	12,534	12,534	1,880	0	0	1,880	0	0
C-5	28,136	28,136	28,136	4,220	0	0	4,220	0	0
Total	637,409	637,409	637,409			0			0
GRAND TOTAL	4,170,492	4,170,492	4,170,492			0			0

TRANSFERTS ADMISSIBLES: LE MOINDRE DES TRANSFERTS DISPONIBLES ET DES TRANSFERTS REQUIS

0

Montants admissibles (colonne 4) 4,170,492

Plus: Transferts admissibles 0

4,170,492 (A)

Contribution du Canada (colonne 2) 4,170,492 (B)

Le moindre de (A) ou (B) 4,170,492

Moins: Paiements 2,085,246

Montant payable (à recevoir) 2,085,246

8134-7-1-96

# NOTE

**A l'attention de :** Guy Aubin  
**De la part de :** Michèle Blais-Chauvin  
**Objet :** Manitoba : États financiers provisoires 1996-1997  
**Date :** 18 mars 1997

Tel qu'entendu avec Jean, tu trouveras ci-joint copie des états financiers provisoires 1996-1997 révisés par la province en ce qui a trait à *l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*.

Suite à votre analyse de ces documents et de l'approbation de la demande de réaffectation de la province par la ministre, nous pourrions procéder au 2e paiement de 1996-1997.

N'hésite pas à me contacter si tu as besoin d'information supplémentaire.



# Manitoba



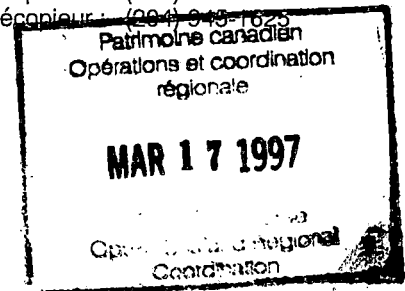
Éducation  
et Formation  
professionnelle

Bureau de l'éducation française

Édifice Robert-Fletcher  
1181 avenue Portage  
local 509  
Winnipeg MB R3G 0T3  
CANADA

Téléphone : (204) 945-6916  
Télécopieur : (204) 945-1625

Le 11 mars 1997



Madame Michèle Blais-Chauvin  
Agente - région de l'ouest  
Opérations et coordination régionale  
Programmes d'appui aux langues officielles  
Patrimoine canadien  
15 rue Eddy  
10<sup>e</sup> étage Pièce 10E2  
Ottawa ON K1A 0M5

Madame,

Ci-joint, vous trouverez les «États financiers provisoires 1996-1997» révisés selon la demande de réallocation de fonds de la Division scolaire franco-manitobaine n° 49. Je crois le tout conforme à nos discussions récentes à ce sujet.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes salutations cordiales.

Le directeur des services de soutien,

Henri Grimard

/pl

pièce jointe

# ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES 1996-1997 du 1<sup>er</sup> avril 1996 au 31 mars 1997

## ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES

PROJETS OU ACTIVITÉS	DÉPENSES AU 31 JANVIER 1997	PRÉVISIONS DES DÉPENSES JUSQU'AU 31 MARS 1997	CONTRIBUTION DU CANADA
<b>A. MISE EN OEUVRE ET FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE DE GESTION</b>			
1. personnel de transition	182 447 \$	11 630 \$	194 077 \$
2. structure divisionnaire et gestion	365 803 \$	65 113 \$	430 916 \$
3. informatisation des bulletins scolaires		14 775 \$	14 775 \$
4. location et achats d'équipement	13 287 \$		13 287 \$
<b>TOTAL</b>	<b>561 537 \$</b>	<b>91 518 \$</b>	<b>653 055 \$</b>
<b>B. PROGRAMMES DESTINÉS SPÉCIFIQUEMENT À L'ENSEIGNEMENT EN FRANÇAIS</b>			
1. équité dans l'offre des programmes	996 681 \$	788 309 \$	1 784 990 \$
2. équipement musical	4 732 \$	35 000 \$	39 732 \$
3. projet technologie	551 273 \$		551 273 \$
4. activités culturelles	87 008 \$	89 310 \$	176 318 \$
5. éducation physique et sport	41 405 \$	3 589 \$	44 994 \$
6. projet écriture	1 067 \$	15 808 \$	16 875 \$
7. informatisation des bibliothèques	17 596 \$	18 654 \$	36 250 \$
8. équité dans la programmation	229 596 \$		229 596 \$
<b>TOTAL</b>	<b>1 929 358 \$</b>	<b>950 670 \$</b>	<b>2 880 028 \$</b>
<b>C. PROGRAMME D'ACCUEIL</b>			
1. coordination	5 706 \$	2 282 \$	7 988 \$
2. personnel professionnel	160 123 \$	64 049 \$	224 172 \$
3. auxiliaires	257 557 \$	107 022 \$	364 579 \$
4. formation	8 953 \$	3 581 \$	12 534 \$
5. service et matériel pédagogique	20 097 \$	8 039 \$	28 136 \$
<b>TOTAL</b>	<b>452 436 \$</b>	<b>184 973 \$</b>	<b>637 409 \$</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>2 943 331 \$</b>	<b>1 227 161 \$</b>	<b>4 170 492 \$</b>

### Contribution du Manitoba

Selon la disposition 4.1 de l'Entente spéciale à cet effet, la contribution du Manitoba par le Programme de financement des écoles se chiffre à 17 078 249 \$\* pour 1996-1997.  
(\*projection)

Nous certifions que les fonds fédéraux ont été dépensés en vertu de toutes les dispositions pertinentes de l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises.

Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'éducation française

Date

Sous-ministre adjoint  
Administration et finances

Date

Author: Diane Dorge at WINNIPEG-PARKS  
Date: 11/03/97 14:16  
Priority: Urgent  
TO: Michele Blais-Chauvin at JLS7-HULL  
CC: Diane Leclercq  
Subject: Re: Lettre à Guy Roy - entente gestion

Bonjour Michèle!

Belaineh Deguefé et Diane Leclercq ont revu la lettre adressée à  
Monsieur Guy Roy et sont d'accord avec le contenu de celle-ci.

---

Reply Separator

Subject: Lettre à Guy Roy - entente gestion  
Author: Michele Blais-Chauvin at JLS7-HULL  
Date: 3/10/97 3:53 PM

Tel qu'entendu

---

Forward Header

Subject: Lettre à Guy Roy - entente gestion  
Author: Michele Blais-Chauvin at JLS7-HULL  
Date: 10/03/97 11:04

Ci-jointe notre ébauche approuvée par Hilaire; nous aimerions  
recevoir vos commentaires/ajouts le plus tôt possible. Merci.

Author: Lise Toupin at JLS7-HULL  
Date: 97-03-04 13:55  
Priority: Normal  
TO: Paul-Émile Leblanc, Hilaire Lemoine  
CC: Michele Blais-Chauvin  
Subject: Division scolaire franco-manitobaine

Pour votre information. On s'en parle.

Séparateur Réacheminement

Objet : Division scolaire franco-manitobaine  
Auteur : Diane Leclercq à WINNIPEG-PARKS  
Date : 97/03/04 08:02

La DSFM a eu une rencontre spéciale samedi le 1er mars suite à la demande des parents concernant le déficit de 1,2M\$ prévu pour 1997-1998.

Plus de 200 parents ont assisté à la rencontre et plusieurs ont présenté le point de vue des parents de leur région dans la réduction des programmes, des enseignants et des ressources. Les parents ont démontré leurs inquiétudes et leurs frustrations au manque de fonds de la Province pour gérer ses écoles adéquatement. Les parents veulent accentuer leurs démarches auprès de la Province pour corriger cette situation inacceptable qui est la responsabilité de la Province. Les parents de l'urbain se disent incapables d'offrir des programmes équivalents aux autres divisions scolaires avoisinantes donc les écoles de l'urbain risquent de perdre des élèves.

Dans son plan de redressement, la DSFM prévoyait utiliser environ 2,4M\$ de l'entente spéciale pour rajuster ses budgets avec l'approbation de la Province.

Suite aux pressions des parents du rural et de l'urbain, les commissaires de la DSFM se sont rencontrés et ont pris la décision d'insister auprès de la Province pour que cette situation soit corrigée pour les années à venir. Le Président de la DSFM a fait allusion au fait que la Province n'a jamais mis sa part du 15M\$ dans l'entente spéciale et qu'il devra reprendre leur discussion avec la Province à ce sujet pour corriger cette situation. Entretemps, les commissaires sont conscients que la Ministre de l'Éducation n'acceptera pas facilement de corriger la situation et de contribuer des fonds supplémentaires à la DSFM. Pour l'immédiat, les commissaires ont donc décidé d'utiliser 1,2M\$ (ou moins dépendant du budget réel et des coupures effectuées par la DSFM) des fonds de l'entente spéciale prévue pour 1998-1999 en 1997-1998 pour éviter un déficit en 1997-1998.

Au bulletin de nouvelles d'hier, la Province a mentionné que la DSFM n'avait pas le droit de décider sur l'allocation de ces fonds unilatéralement.

C'est évident que la DSFM veut retarder son problème financier d'ici à ce que le cas de cour en préparation par la FPCP soit prêt et en Cour. La DSFM appuie la démarche de la FPCP. L'approche de la DSFM est que la Province aura à adresser la situation en temps et lieu.

*Il est possible de mettre au papier à la province notes capelaurin de l'entente de 3.5M pour immédiate. Pourrais-je voir ça pour voir si ça va aider les parents. chose.*

8134-7-1-96

# NOTE

**A l'attention de :** Guy Aubin  
**De la part de :** Michèle Blais-Chauvin  
**Objet :** Manitoba : États financiers finaux 1995-1996 et provisoires  
1996-1997  
**Date :** 25 février 1997

Tu trouveras ci-joint copie des états financiers finaux 1995-1996 et provisoires 1996-1997 soumis par la province en ce qui a trait à l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises.

Suite à votre analyse de ces documents, nous pourrions procéder au 2e paiement de 1996-1997.

N'hésite pas à me contacter si tu as besoin d'information supplémentaire.



8134-71-96

# Manitoba



Éducation  
et Formation  
professionnelle

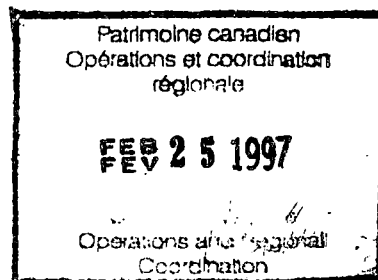
Bureau de l'éducation française

Édifice Robert-Fletcher  
1181 avenue Portage  
local 509  
Winnipeg MB R3G 0T3  
CANADA

Téléphone : (204) 945-6916  
Télécopieur : (204) 945-1625

Le 20 février 1997

Madame Michèle Blais-Chauvin  
Agente - région de l'ouest  
Opérations et coordination régionale  
Programmes d'appui aux langues officielles  
Patrimoine canadien  
15 rue Eddy  
10<sup>e</sup> étage Pièce 10E2  
Ottawa ON K1A 0M5



Madame,

Ci-joint, vous trouverez les «États financiers finaux 1995-1996» ainsi que les «États financiers provisoires 1996-1997» selon les dispositions de l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises. Ces deux documents permettront que le versement final pour 1996-1997 au montant de 2 085 246 \$ soit approuvé et qu'un chèque pour cette somme soit émis par le Canada dans les délais prévus à cette fin.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes salutations cordiales.

Le directeur des services de soutien,

Henri Grimard

/pl

pièces jointes



**ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES 1996-1997**  
du 1<sup>er</sup> avril 1996 au 31 mars 1997

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA  
RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

PROJETS OU ACTIVITÉS	DÉPENSES AU 31 JANVIER 1997	PRÉVISIONS DES DÉPENSES JUSQU'AU 31 MARS 1997	CONTRIBUTION DU CANADA
<b>A. MISE EN OEUVRE ET FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE DE GESTION</b>			
1. personnel de transition	182 447 \$	11 630 \$	190 500 \$
2. structure divisionnaire et gestion	365 803 \$	65 113 \$	428 660 \$
3. informatisation des bulletins scolaires		14 775 \$	14 775 \$
4. location et achats d'équipement	13 287 \$		39 300 \$
<b>TOTAL</b>	<b>561 537 \$</b>	<b>91 518 \$</b>	<b>673 235 \$</b>
<b>B. PROGRAMMES DESTINÉS SPÉCIFIQUEMENT À L'ENSEIGNEMENT EN FRANÇAIS</b>			
1. équité dans l'offre des programmes	996 681 \$	788 309 \$	1 554 015 \$
2. équipement musical	4 732 \$	35 000 \$	46 425 \$
3. projet technologie	551 273 \$		808 950 \$
4. activités culturelles	87 008 \$	89 310 \$	176 318 \$
5. éducation physique et sport	41 405 \$	3 589 \$	44 994 \$
6. projet écriture	1 067 \$	15 808 \$	16 875 \$
7. informatisation des bibliothèques	17 596 \$	18 654 \$	26 250 \$
8. équité dans la programmation	229 596 \$		194 340 \$
<b>TOTAL</b>	<b>1 929 358 \$</b>	<b>950 670 \$</b>	<b>2 868 167 \$</b>
<b>C. PROGRAMME D'ACCUEIL</b>			
1. coordination	5 706 \$	2 282 \$	15 900 \$
2. personnel professionnel	160 123 \$	64 049 \$	251 044 \$
3. auxiliaires	257 557 \$	107 022 \$	320 082 \$
4. formation	8 953 \$	3 581 \$	14 914 \$
5. service et matériel pédagogique	20 097 \$	8 039 \$	27 150 \$
<b>TOTAL</b>	<b>452 436 \$</b>	<b>184 973 \$</b>	<b>629 090 \$</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>2 943 331 \$</b>	<b>1 227 161 \$</b>	<b>4 170 492 \$</b>

**Contribution du Manitoba**

Selon la disposition 4.1 de l'Entente spéciale à cet effet, la contribution du Manitoba par le Programme de financement des écoles se chiffre à 17 078 249 \$\* pour 1996-1997.  
(\*projection)

Nous certifions que les fonds fédéraux ont été dépensés en vertu de toutes les dispositions pertinentes de l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises.

Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'éducation française

Sous-ministre adjoint  
Administration et finances

Date

Date

# ÉTATS FINANCIERS FINAUX 1995-1996

du 1<sup>er</sup> avril 1995 au 31-mars 1996

## ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES

PROJETS OU ACTIVITÉS	DÉPENSES TOTALES	CONTRIBUTION DU CANADA
<b>A) MISE EN OEUVRE ET FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE DE GESTION</b>		
1. personnel de transition	469 444 \$	330 750 \$
2. structure divisionnaire et gestion	270 980 \$	212 598 \$
3. location et achats d'équipement	52 838 \$	91 700 \$
<b>TOTAL</b>	<b>793 262 \$</b>	<b>635 048 \$</b>
<b>B) PROGRAMMES DESTINÉS SPÉCIFIQUEMENT À L'ENSEIGNEMENT EN FRANÇAIS</b>		
1. équité dans l'offre des programmes	1 099 190 \$	927 378 \$
2. équité dans la programmation	202 215 \$	453 460 \$
3. projet technologie	655 743 \$	575 050 \$
4. activités culturelles	130 114 \$	190 400 \$
<b>TOTAL</b>	<b>2 087 262 \$</b>	<b>2 146 288 \$</b>
<b>C) PROGRAMME D'ACCUEIL</b>		
1. personnel professionnel	136 320 \$	178 544 \$
2. auxiliaires	231 542 \$	265 188 \$
3. formation professionnelle	1 547 \$	17 080 \$
4. matériel pédagogique	6 215 \$	14 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>375 624 \$</b>	<b>474 812 \$</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>3 256 148 \$</b>	<b>3 256 148 \$</b>

### Contribution du Manitoba

Selon la disposition 4.1 de l'Entente spéciale à cet effet, la contribution du Manitoba par le Programme de financement des écoles se chiffre à 17 145 810 \$\* pour 1995-1996.  
(\*projection)

Nous certifions que les fonds fédéraux ont été dépensés en vertu de toutes les dispositions pertinentes de l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises.

Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'éducation française

Date

Sous-ministre adjoint  
Administration et finances

Date

001958

# French board seeks to tap

By Catherine Mitchell  
Staff Reporter

A FRANCOPHONE parents' organization says the French school board is owed a share of the surpluses nine southern school divisions held in 1994.

The surpluses amounted to millions of dollars and some divisions have now spent much of the savings.

"Our surplus has been totally spent," St. Boniface School Division chairwoman Carolyn Duhamel said. "What we have, if anything, now is what we can shave off an operating budget from year to year."

The St. Boniface board had a \$2.9-million surplus as of June 30, 1994, the year the Division Scolaire Franco-Manitobaine came into effect. That surplus fell to about \$950,000 the following year.

When it was formed, the French school board went to the southern divisions asking

them to share their surpluses much in the way resources and facilities were given to it when students transferred from various Winnipeg and rural boards.

Although provincial legislation said divisions would have to share resources, the bill was silent on the issue of the surpluses. The French board receives its school-tax funding from the divisions based on the number of students it gets from within each division's jurisdiction.

While the division had little ground legally to force the others to share their surpluses, it asked each of the boards to share on a per-student basis, said DSFM president Aurele Boisvert.

Boisvert said it seemed fair, given the surpluses were saved through taxation on behalf of all students, including the francophones now under the DSFM.

Seine River shared its surplus, giving the DSFM a total of \$356,561 over two years. About

20 per cent of the board's students transferred to the new division and that money represents about 20 per cent of the 1994 surplus.

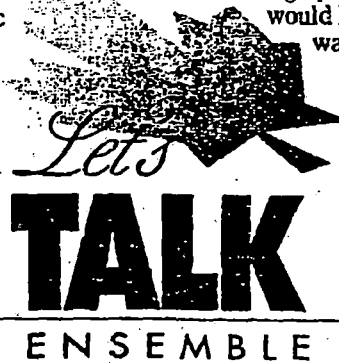
The eight others flat-out refused, Boisvert said.

"We can't force their hand. All we can do as a school division is ask them morally to give us what is owed to us."

Marilyn Sequire, chairwoman of the St. Vital board, said her trustees were unanimous in turning down the French board's request to share its \$2.87-million surplus.

But the Federation Provinciale des Comites de Parents — the umbrella group of francophone parent councils — is not giving up so easily.

They've hired a lawyer and an accountant to add up the surpluses, figure out how much from each of the divisions is owed and devise how



## funds

best to go after that money.

That could mean appealing to the provincial government to dig into its coffers, given that most divisions spent the surpluses as provincial funding tightened, said executive director Helene d'Auteuil.

A spokeswoman for Education Minister Linda McIntosh said the minister doesn't want to comment on the matter because the legislation is silent on the issue of surpluses.

"She's just asking that she not be asked to comment on this," the spokeswoman said.

D'Auteuil said she couldn't attach a dollar figure to the issue because that involves examining how the surpluses were spent, on what schools and tabulating the number of students transferring per division into the French board's 21 schools.

Mitchell  
1 hour info.

DATE: 16/10/96 PAGE: A7 CODE: 01-E  
WILLOWBEG FREE PRESS 8/134-7-15  
001959

ADVICE / RECOMMENDATION TO THE MINISTER  
AVIS / RECOMMANDATION POUR LA MINISTRE

8134-71-96

SUBJECT - OBJET

DATE: le 11 octobre 1996

QU'EST-CE QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL PENSE FAIRE  
POUR S'ASSURER QUE L'ARTICLE 23 SOIT RESPECTÉ AU  
MANITOBA?

RÉVISÉ

SUGGESTED REPLY - RÉPONSE PROPOSÉE

- J'encourage la ministre de l'Éducation à répondre aux besoins de la communauté francophone de St-Vital et je suis persuadée qu'une solution sera trouvée pour régler la situation.
- Nous avons un engagement ferme envers les minorités de langue officielle et nous continuerons à les appuyer.
- Nous avons une entente avec le Manitoba afin d'aider cette province à respecter l'article 23 de la Charte et à mettre en place des structures de gestion scolaire.
- Nous avons également conclu une entente de 10,2 M\$ pour une période de cinq ans avec la communauté francophone afin de l'aider dans son développement.

SOURCE Winnipeg Free Press, 10 octobre 1996

BACKGROUND - RENSEIGNEMENTS

- Lors d'une rencontre avec la ministre de l'Éducation Linda McIntosh., le vendredi 11 octobre, les parents de St-Vital sud lui ont remis une pétition de 250 noms lui demandant d'intervenir en leur faveur afin d'obtenir le financement nécessaire pour la construction d'une école francophone dans leur municipalité.
- Pour l'instant, 540 élèves francophones fréquentent l'école Lavallée dans des conditions difficiles de surpeuplement. Les parents considèrent que cette situation nuit à l'éducation de leurs enfants.
- Dans les dernières années, les parents ont présenté sans succès six demandes de financement pour la construction d'une nouvelle école au «Public Schools Finance Board».

PREPARED BY/PRÉPARÉ PAR

Michèle Blais-Chauvin

OLSPB

Tel./tél. 997-2222

DIRECTOR/DIRECTEUR

Hilaire Lemoine

OLSPB

Tel./tél. 994-0943

ADM/SMA

S. Scotti/A/ADM

CCI

St-Vital.man

WINNIPEG FREE PRESS

DATE:

10/10/96

PAGE:

A1

CODE:

01-E

001961

REF:

# Parents seek French school

By Stevens Wild  
Staff Reporter

A GROUP of francophone parents from south St. Vital will meet Education Minister Linda McIntosh this morning to ask her to build a French-language school in their neighbourhood.

Denis St. Hilaire, a member of the board of the parent council at Ecole Lavallee, said the francophone parents

would present McIntosh with a petition with 250 signatures asking her to intervene on their behalf to get funding approved for the new school.

St. Hilaire said that overcrowding at Ecole Lavallee, which the francophone school division shares with the St. Vital school division, was hurting the quality of education.

He said 540 francophone children are crowded into 20 classrooms and three portables at the school. He said

they need 29 classrooms.

"As a parent, the overcrowding has caused me very grave concerns," said St. Hilaire, who has a son in Grade 5 and a daughter in Grade 2.

He said that there are not enough washrooms or drinking fountains at the school. He also said the absence of a lunchroom means students are crowded shoulder to shoulder into one-third of the gym — the francophone division's share of the gym.

He said that approximately 90 per cent of the francophone students in south St. Vital are bused either to Ecole Lavallee or to College Louis Riel in St. Boniface. The round trip of two hours per day to College Louis Riel makes it difficult for students to participate in extracurricular activities.

He said that six requests have been made to the Public Schools Finance Board in recent years for funding for a new school.

Morning Run Communications

37

4th Floor, 111 Sparks Street Mall, Ottawa, Ontario K1P 5H5 (613) 233-2682 Fax (613) 233-6381  
4c Floor, 111 rue Sparks, Ottawa, Ontario K1P 5H5 (613) 233-2682 Fax (613) 233-6381

8134-7-2-96



**Manitoba**

**Éducation  
et Formation  
professionnelle**

Bureau de l'éducation française

Édifice Robert-Fletcher  
1181 avenue Portage  
local 509  
Winnipeg MB R3G 0T3  
CANADA

Téléphone : (204) 945-6916  
Télécopieur : (204) 945-1625

Le 30 août 1996

Madame Michèle Blais-Chauvin  
Agente - région de l'ouest  
Opérations et coordination régionale  
Patrimoine canadien  
Programmes d'appui aux langues officielles  
15 rue Eddy  
Hull PQ K1A 0M5

Madame,

La présente vous informera que la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 nous a communiqué sa décision de ne pas inclure des demandes de contributions sous la rubrique des immobilisations dans le cadre de l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises.

Je vous prie d'agréer mes salutations cordiales.

Le directeur des services de soutien,

Henri Grimard

/pl

c. Guy L. Roy, Sous-ministre adjoint





**Patrimoine canadien**  
**Programmes d'appui**  
**aux langues officielles**

**Canadian Heritage**  
**Official Languages**  
**Support Programs**

15, Eddy  
Hull (Québec)  
(819) 994-0943

**télécopie/Fax : le 4 octobre 1996**

**1 + 1 pages**

<b>À/TO</b>  <b>DIANE LECLERCQ</b> <b>Agente de programmes</b> <b>Bureau du Manitoba</b>  tél./tel. : (204) 983-7908 téléc./fax : (204) 983-5365	<b>DE/FROM</b>  <b>MICHÈLE BLAIS-CHAUVIN</b> <b>Agente principale de programmes</b> <b>Opérations et coordination régionale</b>  tél./tel. : (819) 994-3802 téléc./fax : (819) 953-6580
---	--

TEL QU'ENTENDU.

*Lette Gormand Immo.*

\*\*\* TRANSMISSION REPORT \*\*\*

PRINT TIME 10/04 '96 13:24 ID: OLSPB

D-	FILE	START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No.	No.	TIME			PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00	453	10/04 11:48	TX	12049835365	2	2	0	00'35"	OK

REM. RELAY  
COPY GROUP No.



*Patrimoine canadien  
Programmes d'appui  
aux langues officielles*

*Canadian Heritage  
Official Languages  
Support Programs*

15, Eddy  
Hull (Québec)  
(819) 994-0943

**télocopie/Fax : le 4 octobre 1996**

**1 + 1 pages**

<b>À/TO</b>  <b>DIANE LECLERCQ</b> Agente de programmes Bureau du Manitoba  tél./tel. : (204) 983-7908 téléc./fax : (204) 983-5365	<b>DE/FROM</b>  <b>MICHELE BLAIS-CHAUVIN</b> Agente principale de programmes Opérations et coordination régionale  tél./tel. : (819) 994-3802 téléc./fax : (819) 953-6580
---	--



8134-7-1-96



# Manitoba

Éducation  
et Formation  
professionnelle

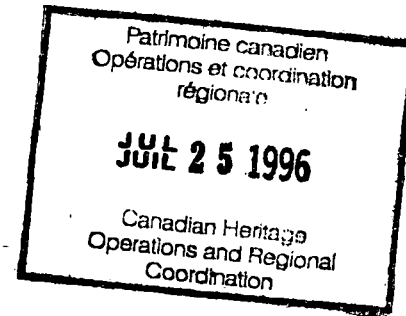
Bureau de l'éducation française

Édifice Robert-Fletcher  
1181 avenue Portage  
local 509  
Winnipeg MB R3G 0T3  
CANADA

Le 11 juillet 1996

Téléphone : (204) 945-6916  
Télécopieur : (204) 945-1625

Monsieur Roger Farley  
Le gestionnaire  
Région de l'ouest  
Programmes d'appui aux langues officielles  
Patrimoine canadien  
Terrasses de la Chaudière  
15 rue Eddy  
10<sup>e</sup> étage, Pièce 10E2  
Hull PQ K1A 0M5



Monsieur,

J'accuse réception de votre lettre en date du 4 juillet 1996 et du chèque de 2 085 246 \$ représentant le premier paiement de la contribution fédérale approuvée en 1996-97 conformément aux dispositions prévues de l'article 7.1 de l'Entente spéciale Canada/Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises.

Veillez agréer, Monsieur Farley, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le sous-ministre adjoint,

Guy L. Roy

/gm

8134-7-1-96 X

La DSFM en bref

# Les faits saillants de la rencontre du 27 juin

Lors de leur rencontre du 27 juin, les commissaires ont également traité des points suivants:

- La Division scolaire Seine et la DSFM remettront sur pied leurs comités de liaison en vue de régler les questions liées au transport scolaire. Une rencontre est prévue le 9 juillet. «Le Ministère prétend qu'il y a un doublement des services et ne veut pas que le transport coûte plus cher à deux divisions scolaires qu'il en coûtait à une dans le temps», explique le directeur général par intérim, Georges Druwé.

- «De notre point de vue, il n'y a pas de doublement que dans la région de La Broquerie et on a proposé à la Seine de transporter certains de leurs élèves dans nos autobus.» Il est souvent difficile de transporter des élèves de deux divisions scolaires dans un seul autobus, note-t-il, notamment en raison des heures des écoles qui diffèrent. «On a aussi constaté que la DSFM économisait en ayant son propre système».

- La Division scolaire de Turtle River a refusé de rencontrer la DSFM pour parler du cas de l'école de Laurier, parce que rien de nouveau ne s'est produit depuis que les dernières tentatives de négocia-

tion ont échoué. La DSFM a demandé à la ministre de l'Éducation d'intervenir dans ce dossier. «On lui a demandé de créer une table de concertation qui serait organisée par son ministère, explique Georges Druwé. Linda McIntosh nous a dit qu'elle allait faire quelque chose, mais qu'elle refusait de prendre une décision unilatérale.»

- La DSFM a déposé une demande formelle à la Commission de finances publiques pour la construction d'une nouvelle école dans Saint-Vital. «On met de la pression pour obtenir une décision de la Commission avant décembre, pour que ce projet puisse faire partie de son prochain plan quinquennal», précise Georges Druwé. La DSFM doit aussi rencontrer la division de Saint-Vital pour régler un contentieux en ce qui concerne le loyer payé par la DSFM pour ses espaces dans l'école Lavallée. Saint-Vital charge des frais d'administration de 10 % du prix du loyer, un

taux que la DSFM voudrait discuter.

- Deux avis de motion ont été déposés lors de la rencontre. L'avis déposé par Claude Lemoine demande que les commissaires définissent avant décembre 1996 ce que la DSFM entendrait par «équité pédagogique entre les régions».

Adrien Caillier a pour sa part déposé un avis de motion sur la régionalisation des budgets. «On ne peut aborder cette question sans d'abord éclaircir notre vision de la DSFM», a-t-il dit. Il propose qu'une réflexion ait lieu d'après le calendrier suivant: session de formation suivie de consultations en région au début de l'année scolaire; réunion publique plénière le 23 octobre; consultations en région jusqu'au 4 décembre; rencontre pour établir la vision de la DSFM le 18 décembre.

Ces avis de motion seront discutés par les commissaires lors de leur prochaine réunion, prévue le 21 août.

S. L.

Saint-Léon

## Bonne année pour la coop

De bonnes nouvelles attendaient les quelques 200 personnes qui ont assisté à la 54<sup>e</sup> assemblée de la Coopérative de Saint-Léon, qui a eu lieu le 20 juin au Centre récréatif.

Les états financiers font état de ventes records: près de 1 000 000 \$ et de profits approxi-  
1 300 000 \$. On enregistre une

TÉMOIGNAGE DU GÉNÉRAL BOYLE DEVANT  
LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA SOMALIE

LA VÉRITÉ,  
ÇA VA ME FAIRE PLAISIR  
DE VOUS LA DONNER,  
AUSSI TÔT QU'ELLE SERA  
PRÊTE!



## Le SOMMAIRE

■ Éditorial	4	■ Recette	19
■ Emplois et avis	6 et 7	■ Mots croisés	19
■ Les Rendez-Vous	12	■ Le saviez-vous?	19
■ Télé-horaire	14	■ Petites annonces	19
■ Nécrologies	18	■ À votre service	20

MUSÉE  
SAINT-PIERRE-JOLYS

(204) 433-7226



8134-7-1-96



**Patrimoine canadien**  
**Programmes d'appui**  
**aux langues officielles**

**Canadian Heritage**  
**Official Languages**  
**Support Programs**

15, rue Eddy  
Hull (Québec) K1A 0M5  
(819) 994-0943

**télex/Fax : le 5 juillet 1996**

**1 + pages**

<b>À/TO</b>  <b>Henri Grimard</b> Directeur Services de soutien Bureau de l'Éducation française Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle  tél./tel. : (204) 945.69.19  <b>télec./fax : (204) 945.16.25</b>	<b>DE/FROM</b>  <b>Francis Landry</b> Agent principal Région de l'ouest Opérations et coordination régionale  tél./tel. : (819) 997.75.89  télec./fax : (819) 953.65.80    No.1 (819) 953.93.53    No.2
--	---

Henri,

Ci-joint copie de la lettre d'approbation de la Ministre relativement à la contribution fédérale versée au Manitoba en 1996-1997 pour la mise en oeuvre de la gestion scolaire.

La lettre à M. Roy à laquelle est joint le chèque a été envoyée aujourd'hui par service de messagerie à votre bureau.

À bientôt.

\*\*\* TRANSMISSION REPORT \*\*\*

PRINT TIME 07/05 '96 08:34 ID: DGPALD/OLSPB

D-	FILE START	MODE	LOCATION
No.	No.	TIME	
00	875	07/05 08:33 TX	12049451625

STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
4	4	0	01'02"	OK

REM. RELAY  
COPY GROUP No.



**Patrimoine canadien**  
**Programmes d'appui**  
**aux langues officielles**

**Canadian Heritage**  
**Official Languages**  
**Support Programs**

15, rue Eddy  
Hull (Québec) K1A 0M5  
(819) 994-0943

**télécopie/Fax : le 5 juillet 1996**

**1 + pages**

**À/TO**

**Henri Grimard**  
Directeur  
Services de soutien  
Bureau de l'Éducation française  
Ministère de l'Éducation  
et de la Formation professionnelle  
  
tél./tel. : (204) 945.69.19

**DE/FROM**

**Francis Landry**  
Agent principal  
Région de l'ouest  
Opérations et coordination régionale

tél./tel. : (819) 997.75.89



Patrimoine canadien Canadian Heritage

1° *Refer-info*  
2° *Francis/dossiers*

JUL - 4 1996

Votre référence Your file

Notre référence Our file

Monsieur Guy L. Roy  
Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'Éducation française  
Ministère de l'Éducation et de la  
Formation professionnelle  
Édifice Robert-Fletcher, pièce 509  
1181, avenue du Portage  
Winnipeg (Manitoba)  
R3G 0T3

8134-7-1-96

Monsieur,

J'ai le plaisir de vous faire parvenir, conformément aux dispositions de l'*Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises*, un chèque de 2 085 246 \$ représentant le premier paiement de la contribution fédérale approuvée en 1996-1997. Vous trouverez en annexe une liste des projets approuvés.

Le deuxième paiement sera fait conformément aux dispositions de l'article 7.1 de l'entente. À cet égard, je vous saurais gré de me faire parvenir vers le 15 mars 1997 vos états financiers provisoires certifiés pour l'exercice financier en cours.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Gestionnaire,

Roger Farley  
Région de l'ouest  
Programmes d'appui aux langues officielles

P.j.

Canada





**Government  
of Canada**

**Gouvernement  
du Canada**

**2201-4314064**

No bank shall  
make a charge for  
cashing this  
cheque in Canada

Encaissable  
sans frais  
dans toute banque  
au Canada

**04 JUL/JUIL 1996**

Pay to:

Payez à:

**TRESORIER PROVINCIAL PROVINCE  
DU MANITOBA  
MINISTERE DE L'EDUCATION  
EDIFICE R FLETCHER PIECE 509  
1181 AVENUE DU PORTAGE  
WINNIPEG MAN R3G 0T3**

**04314064  
27**

**\$\*\*2085246.00**

Receiver General  
for Canada

Le receveur  
général du Canada

*Suzanne Martineau*  
*R. D. D. D.*

Deputy  
Receiver General  
for Canada

Le sous-receveur  
général  
du Canada

⑈000000⑈ 117⑈ 22014314064⑈



Public Works and Government  
Services Canada

Travaux publics et Services  
gouvernementaux Canada

**04314064 2201-4314064**

**BATCH/LOT-2210 DAO/BCM-0300 04-JUL/JUIL-1996** Stub No. - Talon N°  
**CANADIAN HERITAGE \* PATRIMOINE CANADIEN**

**124**

Particulars - Détails			Amount - Montant	
<b>CONTRIBUTION PAYMENT</b>			<b>2085246.00</b>	
<b>BATCH/LOT-2210(2210)</b>	<b>REQ-W1120</b>	<b>TOTAL</b>	<b>2085246.00</b>	

SEE REVERSE

AU VERSO

Deputy Prime Minister and  
Minister of Canadian Heritage



Vice-première ministre et  
ministre du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

JUN 28 1996

The Honourable Linda G. McIntosh  
Minister of Education and Training  
Government of Manitoba  
Room 168  
Legislative Building  
Winnipeg, Manitoba  
R3C 0V8

Dear Mrs. McIntosh:

I am writing concerning Canada's contribution to Manitoba under the *Canada-Manitoba Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance*.

I am pleased to inform you that I have approved a contribution of \$4,170,492 for the proposed projects and activities in 1996-97. You will find attached the annual appendix to the Agreement.

In accordance with Section 7.1 of the Agreement, I have authorized a first payment of \$2,085,246 which represents 50% of the approved federal contribution. Arrangements have been made for the cheque to be forwarded to your Department.

The establishment of francophone school governance is a priority for my government. I would like to thank you for your co-operation in this matter.

Yours sincerely,

Sheila Copps

Attachment

Canada

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA  
RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

**PROJETS ET ACTIVITÉS APPROUVÉS EN 1996-1997**

	Contribution fédérale \$
<b>A) Mise en oeuvre et fonctionnement de la structure de gestion</b>	
Personnel de transition	190,500
Structure divisionnaire et gestion	428,660
Information des bulletins scolaires	14,775
location et achats d'équipement	39,300
total partiel	673,235
<b>B) Programmes destinés spécifiquement à l'enseignement en français</b>	
Équité dans l'offre des programmes	1,554,015
Équipement musical	46,425
Projet technologie	808,950
Activités culturelles	176,318
Éducation physique et sport	44,994
Projet écriture	16,875
Informatisation des bibliothèques	26,250
Équité dans la programmation	194,340
total partiel	2,868,167
<b>C) Programme d'accueil</b>	
Coordination	15,900
Personnel professionnel	251,044
Auxiliaires	320,082
Formation	14,914
Service et matériel pédagogique	27,150
total partiel	629,090
<b>TOTAL</b>	<b>4,170,492</b>



**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT  
FOR THE IMPLEMENTATION OF FRANCOPHONE SCHOOLS GOVERNANCE**

**APPROVED PROJECTS AND ACTIVITIES IN 1996-1997**

	Federal contribution \$
<b>A) <i>Establishment and operations of the governance structure</i></b>	
Transitional staff	190,500
Divisional structure and Governance	428,660
Information for school newsletters	14,775
Equipment rental and purchase	39,300
Subtotal	673,235
<b>B) <i>Programs designed specifically for French first language instruction</i></b>	
Equity in program delivery	1,554,015
Music equipment	46,425
Technology project	808,950
Cultural activities	176,318
Physical Education and sport	44,994
Writing project	16,875
Library automation	26,250
Equity in programs	194,340
Subtotal	2,868,167
<b>C) <i>Programme d'accueil</i></b>	
Coordination	15,900
Personnel	251,044
Auxiliary staff	320,082
Training	14,914
Pedagogical material and services	27,150
Subtotal	629,090
<b>TOTAL</b>	<b>4,170,492</b>



GRANTS AND CONTRIBUTIONS  
APPROVAL AND PAYMENT FORM

SUBVENTIONS & CONTRIBUTIONS  
FORMULAIRE D'APPROBATION & DE PAIEMENT

Name of Client - Nom du client

Trésorier provincial, Province du Manitoba

Commitment No. - N° d'engagement

61 175 Q

Date

1996.05.14<sup>D-J</sup>

Address - Adresse

Ministère de l'Éducation et de la  
Formation professionnelle  
Édifice Robert-Fletcher, pièce 509  
1181, avenue du Portage  
Winnipeg (Manitoba) R3G 0T3

Planning Element - Éléments de planification

D.G.P.A.L.O.

Planning Element Component - Partie de l'élément de planification

L.O.E.

Vendor Code - Code fournisseur

GC030437

COLMIS Client Code

Code client Colmis

Send cheque to (if different from above)  
Envoyer le chèque à l'adresse suivante  
(si elle diffère de l'adresse ci-dessus)

COMMITMENT - ENGAGEMENT

*	Coding - Codage	Amount - Montant	CR - CT
E	2751 0231 90210 422 6901	673,235.00	
E	2751 0231 90210 422 6904	3,497,257.00	
		4,170,492.00	
	TOTAL		

I certify that funds are available  
pursuant to section 32 of the  
Financial Administration Act.

J'atteste que les crédits sont disponibles  
en vertu de l'article 32 de la Loi sur la  
gestion des finances publiques.

H. Lemoine

Signature

Date

APPROVAL - APPROBATION

PAYMENT - PAIEMENT

No. 1 of/de 2

Final Payment  
 Paiement final ☐

Coding - Codage	Amount - Montant	Coding - Codage	Amount - Montant	CR - CT
2751 0231 90210 422 6901	673,235.00	2751 0231 90210 422 6901	336,617.50	
2751 0231 90210 422 6904	3,497,257.00	2751 0231 90210 422 6904	1,748,628.50	
		TOTAL	2,085,246.00	

I.P.U. No. - N° UC

I certify that the appropriate terms/conditions have been met.  
J'atteste que les modalités appropriées ont été rencontrées.

Y-A M D-J

H. Lemoine

Signature

Date

Type of funding - Type de financement

Program  
Programme ☐

Project  
Projet ☐

Capital  
Immobilisation ☐

Total duration of the approved funding - Durée totale du financement approuvé

From  
de

Y-A M D-J

To  
à

Y-A M D-J

FUTURE YEAR(S) - ANNÉE(S) SUBSÉQUENTE(S)

199 - 199

Subsequent fiscal  
years / Années financières  
subséquentes

Total authorized  
all fiscal years / Total autorisé année en cours  
et années subséquentes \$

I approve the grant or contribution  
J'approuve la subvention ou la contribution

Signature

Date

**RECOMMANDATION D'APPROBATION AU MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN**

*Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise  
en oeuvre de la gestion des écoles françaises*

Demande de 1996-1997

Direction générale des Programmes d'appui aux langues officielles

## CONTEXTE

Le 5 novembre 1994, les gouvernements du Canada et du Manitoba signaient une entente spéciale relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises. L'entente a pour but d'améliorer l'accès de la minorité de langue officielle à la gestion scolaire et à l'enseignement postsecondaire en français.

Le Canada s'est engagé à contribuer jusqu'à 15 M\$ sur une période de 5 ans envers les dépenses raisonnables encourues par le Manitoba à travers la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) pour les initiatives suivantes :

- a) la mise en oeuvre et le fonctionnement de la structure de gestion,
- b) les programmes destinés à l'enseignement en français langue première,
- c) le programme d'accueil conçu pour améliorer les habiletés langagières des élèves, et
- d) les immobilisations d'établissements scolaires.

## DEMANDE DE FINANCEMENT

La demande de la province pour l'exercice financier 1996-1997 s'élève à 4 170 492 \$. De ce montant, quelque 675 000 \$ (16%) serviront à couvrir les dépenses et activités liées à la mise en oeuvre et au fonctionnement de la structure de gestion, environ 2,9 M\$ (69%) au financement des programmes destinés à l'enseignement du français et 600 000 \$ (15%) au financement des programmes d'accueil en français.

Les projets soumis par le Manitoba correspondent aux objectifs de l'entente et visent à assurer aux francophones un système d'éducation adéquat dans leur langue.

## RECOMMANDATION

Conformément aux dispositions de l'entente, nous vous recommandons d'approuver 4 170 492 \$ pour les activités et projets envisagés par la province en matière de gestion scolaire en français.

Nous vous recommandons aussi de déléguer l'approbation des réaffectations relatives aux projets et activités, le cas échéant, au directeur général des Programmes d'appui aux langues officielles, en l'occurrence M. Hilaire Lemoine.

Si vous êtes d'accord avec la recommandation, nous vous saurions gré de signer la présente note et la lettre ci-jointe à la ministre de l'Éducation.

Date : JUN 28 1996

Approuvé : Sheila Copps  
Sheila Copps

P.j.

**Langues officielles dans l'enseignement  
Manitoba 1996-1997**

Document disclosed under the Access to Information Act  
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

**Entente bilatérale:**

Sous-entente(titre):

**Entente spéciale: X**

Sous-entente (titre):

**AVIS D'ENGAGEMENT**

**DEMANDE DE PAIEMENT**

<b><u>Entente bilatérale</u></b>	<b>Code</b>	<b>Montant</b>	<b>Total</b>	<b>Montant</b>	<b>%</b>	<b>Total</b>		
Infrastructure	6401	0.00		0.00	25	0.00		
a) Transfert du minimum	6401	0.00		0.00	25	0.00		
b) Écoles indépendantes	7201	0.00						
<b>Total partiel (Infrastructure)</b>		<b>0.00</b>	<b>0.00</b>		<b>0</b>	<b>0.00</b>		
	<b>Code</b>	<b>Minimum 7000</b>	<b>Fonds supp. 7100</b>	<b>Total</b>	<b>Min. gar.</b>	<b>Fonds supp.</b>	<b>%</b>	<b>Total</b>
Élaboration et développement de programme	02	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	50	0.00
a) Écoles indépendantes/privées (7300)	01	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	50	0.00
Formation et perfectionnement des enseignants	03	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	50	0.00
Appui aux étudiants	04	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	50	0.00
Autres catégories de dépenses de programme	06	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	50	0.00
<b>Total partiel (Minimum et fonds supplémentaires)</b>		<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>		<b>0.00</b>
	<b>Total (Entente bilatérale)</b>			<b>0.00</b>	<b>TOTAL</b>			<b>0.00</b>
<b><u>Entente spéciale</u></b>	<b>Code</b>	<b>Gestion (6900)</b>	<b>Fonds supp. (7107)</b>	<b>Total</b>			<b>%</b>	
Gestion scolaire	01	673,235.00	0.00	673,235.00	336,617.50	0.00	50	336,617.50
Établissements postsecondaires	02	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	50	0.00
Centre scolaire-communautaire et établissements scolaires	03	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	50	0.00
Programmation, bourses	04	3,497,257.00	0.00	3,497,257.00	1,748,628.50	0.00	50	1,748,628.50
<b>Total (Entente spéciale)</b>		<b>4,170,492.00</b>	<b>0.00</b>	<b>4,170,492.00</b>	<b>2,085,246.00</b>	<b>0.00</b>		<b>2,085,246.00</b>
		<b>Minimum</b>						
Transfert au Programme des moniteurs		0.00	0.00	0.00				
<b><u>Années antérieures</u></b>								
Recouvrement				0.00				0.00
Montant dû				0.00				0.00
<b>TOTAL GLOBAL</b>				<b>4,170,492.00</b>				<b>2,085,246.00</b>



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Sous-ministre Deputy Minister

Hull (Québec)  
K1A 0M5

Hull, Quebec  
K1A 0M5

hw

le 27 mai 1996

NOTE À L'INTENTION DE L'HONORABLE LUCIENNE ROBILLARD

RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS SUR LE FINANCEMENT DU  
COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE

(Pour information)

**RÉSUMÉ**

- ° Vous trouverez ci-après des renseignements additionnels sur le financement du Collège universitaire de Saint-Boniface.
- ° Les compressions budgétaires annoncées dans le budget fédéral de 1995-1996, ajoutées à celles des budgets précédents, ont eu pour effet de diminuer le budget du programme des langues officielles dans l'enseignement de 14 % en 1995-1996 et de 11 % en 1996-1997.
- ° Les compressions budgétaires fédérales ont été appliquées uniformément pour toutes les provinces. L'impact des réductions au Manitoba est plus évident en 1996-1997 parce que le gouvernement provincial a combiné en une année les coupures prévues sur deux ans.

**Contexte**

- ° Comme suite à votre conversation téléphonique avec la ministre de l'éducation du Manitoba, Mme McIntosh, vous trouverez ci-après des renseignements additionnels en réponse à vos questions sur le financement du Collège universitaire de Saint-Boniface.

**Envergure des réductions budgétaires fédérales**

- ° Dans le budget fédéral de 1995-1996, le Programme des langues officielles dans l'enseignement (PLOE) a été réduit de 19 M \$ par rapport à l'année précédente. Ce montant, ajouté aux compressions budgétaires précédentes, a fait passer le budget total du programme de 223 M \$, en

**Canada**

- 2 -

1994-1995, à 191,1 M \$, en 1995-1996, soit une diminution de **31,9 M \$** (14%). En 1996-1997, le budget passera de 191,1 M \$ à 169,7 M \$, soit une diminution de **21,4 M \$** (ou 11%). Toutefois, pour 1997-1998, le budget du PLOE sera sensiblement le même que celui de 1996-1997, soit 169,5 M \$.

- ° Les compressions budgétaires fédérales ont été appliquées uniformément pour toutes les provinces. Dans le cas du Manitoba, la contribution fédérale est passée de 8,4 M \$ à 7 M \$, soit une diminution de **1,4 M \$** (16 %) entre 1994-1995 et 1995-1996, et de **700 000 \$** (10 %) entre 1995-1996 et 1996-1997.

#### **Application des réductions budgétaires fédérales par le Manitoba**

- ° Chaque province a déterminé l'application des réductions budgétaires fédérales. L'impact des réductions au Manitoba est plus évident en 1996-1997 parce que le gouvernement a choisi de combiner en une seule année les coupures prévues sur deux ans, soit **2,1 M \$**.

#### **Financement du Collège universitaire par la province**

- ° Le financement de base de la province du Manitoba pour le CUSB est constitué en partie par les contributions fédérales du PLOE. C'est en particulier le cas pour la composante du Collège communautaire. Le Manitoba, dans son application des coupures, a choisi de cibler davantage la portion du financement fédéral attribué pour le CUSB, ce qui a été à l'origine de la crise.
- ° Il sera important, lors de nos discussions avec la province, d'insister pour que le financement de base du CUSB provienne de la province, comme c'est le cas pour les autres institutions postsecondaires au Manitoba, et que le financement fédéral soit davantage associé aux coûts supplémentaires, donc en sus du financement de base. Ainsi, dans toute application de réduction future, la survie du CUSB ne serait pas menacée comme ce fut le cas récemment.

- 3 -

- ° Nous vous tiendrons informée de nos discussions à ce sujet avec la province. Nous avons prévu une rencontre avec les fonctionnaires de la province en juin.



Suzanne Hurtubise



8134-7-1-96



# Manitoba

Éducation  
et Formation  
professionnelle

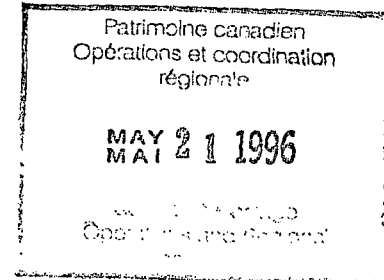
Bureau de l'éducation française

Édifice Robert-Fletcher  
1181 avenue Portage  
local 509  
Winnipeg MB R3G 0T3  
CANADA

Téléphone : (204) 945-6916  
Télécopieur : (204) 945-1625

Le 14 mai 1996

Monsieur Francis Landry  
Agent principal  
Région de l'ouest  
Opérations et coordination régionale  
Programmes d'appui aux langues officielles  
Patrimoine canadien  
Terrasses de la Chaudière  
15 rue Eddy  
10<sup>e</sup> étage Pièce 10E2  
Ottawa ON K1A 0M5



Monsieur,

Vous trouverez ci-joint le budget révisé 1996-1997 pour le montant total de 4 170 492 \$ tel que discuté ce matin: c'est toujours notre souhait qu'un premier paiement de 2 085 246 \$ soit fait par le 30 juin 1996.

Veuillez agréer, Monsieur Landry, l'expression de mes salutations les meilleures.

Le directeur des services de soutien,

Henri Grimard

/pl

pièce jointe

# BUDGET RÉVISÉ 1996-1997

1<sup>er</sup> avril 1996 au 31 mars 1997

## ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES

PROJETS OU ACTIVITÉS	CONTRIBUTION DU CANADA \$
<b>A. MISE EN OEUVRE ET FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE DE GESTION</b>	
1. personnel de transition	190 500 \$
2. structure divisionnaire et gestion	428 660 \$
3. informatisation des bulletins scolaires	14 775 \$
4. location et achats d'équipement	39 300 \$
<b>TOTAL</b>	<b>673 235 \$</b>
<b>B. PROGRAMMES DESTINÉS SPÉCIFIQUEMENT À L'ENSEIGNEMENT EN FRANÇAIS</b>	
1. équité dans l'offre des programmes	1 554 015 \$
2. équipement musical	46 425 \$
3. projet technologie	808 950 \$
4. activités culturelles	176 318 \$
5. éducation physique et sport	44 994 \$
6. projet écriture	16 875 \$
7. informatisation des bibliothèques	26 250 \$
8. équité dans la programmation	194 340 \$
<b>TOTAL</b>	<b>2 868 167 \$</b>
<b>C. PROGRAMME D'ACCUEIL</b>	
1. coordination	15 900 \$
2. personnel professionnel	251 044 \$
3. auxiliaires	320 082 \$
4. formation	14 914 \$
5. service et matériel pédagogique	27 150 \$
<b>TOTAL</b>	<b>629 090 \$</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>4 170 492 \$</b>

### Contribution du Manitoba

Selon la disposition 4.1 de l'Entente spéciale à cet effet, la contribution du Manitoba par le Programme de financement des écoles se chiffre à 17 078 249 \$\* pour 1996-1997.  
(\*projection)

14.5.96

à: Hilarie

de: Francis

la province avait oublié d'ajouter  
au montant demandé la portion  
des dépenses/coûts d'activités de  
avril à juin 1996. Ils ont demandé  
à réviser leur demande.

Cette somme est nécessaire si  
la DSOI veut atteindre les objectifs  
fixés dans son plan de redressement.

Francis,

le dossier a été  
acheminé au Secrétariat  
& Systèmes aujourd'hui.

Racine 96.05.15

001983

Hilaire,

1<sup>o</sup> Pour information  
au besoin

2<sup>o</sup> Dineille, me  
retourner les  
documents me  
pro qu' Hilaire  
a approuvé la  
demande.

## Éducation et Formation professionnelle

Manitoba

Education and Training



## BORDEREAU DE TRANSMISSION PAR TÉLÉCOPIEUR / FACSIMILE TRANSMISSION COVER SHEET

DATE : 1e 13 mai

1996

<b>DESTINATAIRE/TO :</b>	<b>EXPÉDITEUR/FROM :</b>
Nom/Name : Francis Landry	Nom/Name : Henri Grimard
Bureau/Office :	Bureau/Office : Bureau de l'éducation française Local 509, 1181 avenue Portage Winnipeg MB R3G 0T3
N° de téléphone/Phone N° :	N° de téléphone/Phone N° : (204) 945-6919
N° de télécopieur/Fax N° : 819-953-6580	N° de télécopieur/Fax N° : (204) 945-1625

NOMBRE TOTAL DE PAGES (Y COMPRIS CELLE-CI)/TOTAL NUMBER OF PAGES (INCLUDING THIS ONE) ..... 2

L'ORIGINAL À SUIVRE/ORIGINAL TO FOLLOW ..... OUI/YES ☒ NON/NO ☐

## COMMENTAIRES/REMARKS :

Tu trouveras ci-joint le budget révisé 1996-1997 pour le montant de 4 170 492 \$ tel que discuté ce matin: c'est toujours notre souhait qu'un premier paiement de 2 085 246 \$ soit fait par le 30 juin 1996.

Merci!

Demande  
révisée

La présente communication est destinée à la personne ou au bureau ci-haut mentionné et pourrait contenir des renseignements confidentiels qui sont, en vertu de la loi, l'objet d'une dispense en matière de communication. Si vous recevez cette communication par erreur, veuillez téléphoner l'expéditeur ou l'opérateur immédiatement.

This fax transmission is intended for the use of the individual or office noted above and may contain information that is private, confidential, and exempt from disclosure under law. If you received this transmission in error, please notify the sender or operator immediately by telephone.

POUR TOUTE DIFFICULTÉ DE TRANSMISSION, VEUILLEZ APPELER L'OPÉRATEUR :  
IF THERE ARE ANY TRANSMISSION PROBLEMS, PLEASE CALL OPERATOR :

N° de téléphone : (204) 945-  
Phone N° : (204) 945-

**BUDGET RÉVISÉ 1996-1997****1<sup>er</sup> avril 1996 au 31 mars 1997****ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA  
RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

<b>PROJETS OU ACTIVITÉS</b>		<b>CONTRIBUTION DU CANADA</b> \$
<b>A. MISE EN OEUVRE ET FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE DE GESTION</b>		
1. personnel de transition		190 500 \$
2. structure divisionnaire et gestion		428 660 \$
3. informatisation des bulletins scolaires		14 775 \$
4. location et achats d'équipement		39 300 \$
<b>TOTAL</b>		<b>673 235 \$</b>
<b>B. PROGRAMMES DESTINÉS SPÉCIFIQUEMENT À L'ENSEIGNEMENT EN FRANÇAIS</b>		
1. équité dans l'offre des programmes		1 554 015 \$
2. équipement musical		46 425 \$
3. projet technologie		808 950 \$
4. activités culturelles		176 318 \$
5. éducation physique et sport		44 994 \$
6. projet écriture		16 875 \$
7. informatisation des bibliothèques		26 250 \$
8. équité dans la programmation		194 340 \$
<b>TOTAL</b>		<b>2 868 167 \$</b>
<b>C. PROGRAMME D'ACCUEIL</b>		
1. coordination		15 900 \$
2. personnel professionnel		251 044 \$
3. auxiliaires		320 082 \$
4. formation		14 914 \$
5. service et matériel pédagogique		27 150 \$
<b>TOTAL</b>		<b>629 090 \$</b>
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>4 170 492 \$</b>

**Contribution du Manitoba**

Selon la disposition 4.1 de l'Entente spéciale à cet effet, la contribution du Manitoba par le Programme de financement des écoles se chiffre à 17 078 249 \$\* pour 1996-1997.  
(\*projection)

## BUDGET PROVISOIRE 1996-1997

### ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES

PROJETS OU ACTIVITÉS	BUDGET 96/04/01 AU 97/03/31	BUDGET 97/04/01 AU 97/06/30	CONTRIBUTION DU CANADA \$
<b>A. MISE EN OEUVRE ET FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE DE GESTION</b>			
1. personnel de transition	48 750	16 250	65 000
2. structure divisionnaire et gestion	337 547	112 517	450 064
3. information des bulletins scolaires	14 775	4 925	19 700
<b>TOTAL</b>	<b>401 072</b>	<b>133 692</b>	<b>534 764</b>
<b>B. PROGRAMMES DESTINÉS SPÉCIFIQUEMENT À L'ENSEIGNEMENT EN FRANÇAIS</b>			
1. équité dans l'offre des programmes	1 156 567	385 522	1 542 089
2. équipement musical	46 425	15 475	61 900
3. projet technologie	562 500	187 500	750 000
4. activités culturelles	94 718	31 572	126 290
5. éducation physique et sport	44 994	14 998	59 992
6. projet écriture	16 875	5 625	22 500
7. informatisation des bibliothèques	26 250	8 750	35 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 948 329</b>	<b>649 442</b>	<b>2 597 771</b>
<b>C. PROGRAMME D'ACCUEIL</b>			
1. coordination	15 900	5 300	21 200
2. personnel professionnel	174 525	58 175	232 700
3. auxiliaires	206 430	68 810	275 240
4. formation	7 594	2 531	10 125
5. service et matériel pédagogique	21 150	7 050	28 200
<b>TOTAL</b>	<b>425 599</b>	<b>141 866</b>	<b>567 465</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>2 775 000</b>	<b>925 000</b>	<b>3 700 000</b>

#### Contribution du Manitoba

Selon la disposition 4.1 de l'Entente spéciale à cet effet, la contribution du Manitoba par le Programme de financement des écoles se chiffre à 17 078 249 \$\* pour 1996-1997.  
(\*projection)

Government  
of CanadaGouvernement  
du Canada**ACTION  
REQUEST****FICHE DE  
SERVICE**

To - À

Date

29.4.96

Time - Heure

From - De

Francis

Language spoken - Langue utilisée

☐English  
Anglais☐French  
Français

Telephone No. - N° de téléphone

Extension  
Poste☐Please call  
Prière d'appeler☐Returned your call  
vous a rappelé☐Will call again  
vous rappellera☐I want to see you  
Désire vous voir☐Action  
Donner suite☐Approval  
Approbation☐Note and return  
Noter et retourner☐Comments  
Commentaires☐Draft reply  
Projet de réponse☐Note and forward  
Noter et faire suivre☐As requested  
Comme demandé☐

Signature

☐Note and file  
Noter et classer

File No. - N° de dossier

Message taken by - Message reçu par

- approbation OK  
- signature

Nota: Nous n'avons pas de proposition  
détaillée mais si cela ne te  
dérange pas, et bien procédons.

Peut-être que Guinand pourrait nous

OK faire parvenir le document plu.



## Éducation et Formation professionnelle

Manitoba

Education and Training



## BORDEREAU DE TRANSMISSION PAR TÉLÉCOPIEUR / FACSIMILE TRANSMISSION COVER SHEET

DATE: Le 26 avril 1996

<b>DESTINATAIRE/TO :</b> Nom/Name : <u>M. Rogers Farley</u> Bureau/Office : <u>Patrimoine Canadien</u> N° de téléphone/Phone N° : <u>(819) 994-307</u> N° de télécopieur/Fax N° : <u>(819) 953-6580</u>	<b>EXPÉDITEUR/FROM :</b> Nom/Name : <u>Luc L. Roy</u> Bureau/Office : <u>Bureau de l'éducation française</u> <u>Local 509, 1181 avenue Portage</u> <u>Winnipeg MB R3G 0T3</u> N° de téléphone/Phone N° : <u>(204) 945-6928</u> N° de télécopieur/Fax N° : <u>(204) 945-1625</u>
---	---

NOMBRE TOTAL DE PAGES (Y COMPRIS CELLE-CI)/TOTAL NUMBER OF PAGES (INCLUDING THIS ONE) ..... 4

L'ORIGINAL À SUIVRE/ORIGINAL TO FOLLOW ..... OUI/YES ☒ NON/NO ☐

COMMENTAIRES/REMARKS :

4134-7-95-1

La présente communication est destinée à la personne ou au bureau ci-haut mentionné et pourrait contenir des renseignements confidentiels qui font, en vertu de la loi, l'objet d'une dispense en matière de communication. Si vous recevez cette communication par erreur, veuillez téléphoner l'expéditeur ou l'opérateur immédiatement.

This fax transmission is intended for the use of the individual or office noted above, and may contain information that is private, confidential, and exempt from disclosure under law. If you received this transmission in error, please notify the sender or operator immediately by telephone.

POUR TOUTE DIFFICULTÉ DE TRANSMISSION, VEUILLEZ APPELER L'OPÉRATEUR :  
IF THERE ARE ANY TRANSMISSION PROBLEMS, PLEASE CALL OPERATOR : RéelleN° de téléphone : (204) 945-  
Phone N° : (204) 945-6928

Manitoba

Éducation  
et Formation  
professionnelle

Bureau de l'éducation française

Édifice Robert-Fletcher  
1181 avenue Portage  
local 509  
Winnipeg MB R3G 0T3  
CANADA

Le 26 avril 1996

Téléphone : (204) 945-6916  
Télécopieur : (204) 945-1625

Monsieur Roger Farley  
Le gestionnaire  
Région de l'ouest  
Programmes d'appui aux langues officielles  
Patrimoine canadien  
Terrasses de la Chaudière  
15 rue Eddy  
10<sup>e</sup> étage Pièce 10E2  
Ottawa ON K1A 0M5

Monsieur,

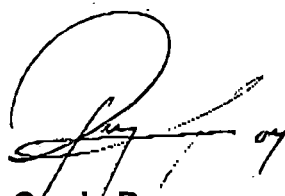
Vous trouverez ci-inclus les états financiers finaux 1994-1995 ainsi que le budget provisoire 1996-1997 selon les termes de l'Entente spéciale Canada-Manitoba pour la gestion des écoles françaises.

Auriez-vous l'obligeance d'expédier l'étude de ces deux documents pour assurer dans les plus brefs délais le deuxième versement pour l'année financière 1995-1996 et par la suite, le premier versement pour 1996-1997.

Si vous avez besoin de plus amples renseignements, n'hésitez pas à me téléphoner au (204) 945-6928.

Veuillez agréer, Monsieur Farley, l'expression de mes salutations les meilleures.

Le sous-ministre adjoint,



Guy L. Roy

/pl

c. Henri Grimard

pièces jointes

**BUDGET PROVISOIRE 1996-1997****ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA  
RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

PROJETS OU ACTIVITÉS	BUDGET 96/04/01 AU 97/03/31	BUDGET 97/04/01 AU 97/06/30	CONTRIBUTION DU CANADA \$
<b>A. MISE EN OEUVRE ET FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE DE GESTION</b>			
1. personnel de transition	48 750	16 250	65 000
2. structure divisionnaire et gestion	337 547	112 517	450 064
3. information des bulletins scolaires	14 775	4 925	19 700
<b>TOTAL</b>	<b>401 072</b>	<b>133 692</b>	<b>534 764</b>
<b>B. PROGRAMMES DESTINÉS SPÉCIFIQUEMENT À L'ENSEIGNEMENT EN FRANÇAIS</b>			
1. équité dans l'offre des programmes	1 156 567	385 522	1 542 089
2. équipement musical	46 425	15 475	61 900
3. projet technologie	562 500	187 500	750 000
4. activités culturelles	94 718	31 572	126 290
5. éducation physique et sport	44 994	14 998	59 992
6. projet écriture	18 875	5 625	22 500
7. informatisation des bibliothèques	26 250	8 750	35 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 948 329</b>	<b>649 442</b>	<b>2 597 771</b>
<b>C. PROGRAMME D'ACCUEIL</b>			
1. coordination	15 900	5 300	21 200
2. personnel professionnel	174 525	58 175	232 700
3. auxiliaires	206 430	68 810	275 240
4. formation	7 594	2 531	10 125
5. service et matériel pédagogique	21 150	7 050	28 200
<b>TOTAL</b>	<b>425 599</b>	<b>141 866</b>	<b>567 465</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>2 775 000</b>	<b>925 000</b>	<b>3 700 000</b>

**Contribution du Manitoba**

Selon la disposition 4.1 de l'Entente spéciale à cet effet, la contribution du Manitoba par le Programme de financement des écoles se chiffre à 17 078 249 \$\* pour 1996-1997.  
(\*projection)

## Éducation et Formation professionnelle

Manitoba

Education and Training



## BORDEREAU DE TRANSMISSION PAR TÉLÉCOPIEUR / FACSIMILE TRANSMISSION COVER SHEET

DATE : Le 26 avril 1996

## DESTINATAIRE/TO :

Nom/Name : M. Roger Farley

Bureau/Office : Patrimoine canadien

N° de téléphone/Phone N° : (819) 994-3507

N° de télécopieur/Fax N° : (819) 953-6580

## EXPÉDITEUR/FROM :

Nom/Name : Guy L. Roy

Bureau/Office : Bureau de l'éducation française  
Local 509, 1181 avenue Portage  
Winnipeg MB R3G 0T3

N° de téléphone/Phone N° : (204) 945-6928

N° de télécopieur/Fax N° : (204) 945-1625

NOMBRE TOTAL DE PAGES (Y COMPRIS CELLE-CI)/TOTAL NUMBER OF PAGES (INCLUDING THIS ONE) ..... 4

L'ORIGINAL À SUIVRE/ORIGINAL TO FOLLOW ..... OUI/YES ☒ NON/NO ☐

## COMMENTAIRES/REMARKS :

Francis

96.4.29

nous avons tout

Je suis avec  
maintenant.

Roy

4134-7-95-1

La présente communication est destinée à la personne ou au bureau ci-haut mentionné et pourrait contenir des renseignements confidentiels qui font, en vertu de la loi, l'objet d'une dispense en matière de communication. Si vous recevez cette communication par erreur, veuillez téléphoner l'expéditeur ou l'opérateur immédiatement.

This fax transmission is intended for the use of the individual or office noted above, and may contain information that is private, confidential, and exempt from disclosure under law. If you received this transmission in error, please notify the sender or operator immediately by telephone.

POUR TOUTE DIFFICULTÉ DE TRANSMISSION, VEUILLEZ APPELER L'OPÉRATEUR :  
IF THERE ARE ANY TRANSMISSION PROBLEMS, PLEASE CALL OPERATOR :

Pélie

N° de téléphone : (204) 945-  
Phone N° : (204) 945-692

**Manitoba****Éducation  
et Formation  
professionnelle**

Bureau de l'éducation française

Édifice Robert-Fletcher  
1181 avenue Portage  
local 509  
Winnipeg MB R3G 0T3  
CANADA

Le 26 avril 1996

Téléphone : (204) 945-6916  
Télécopieur : (204) 945-1625

Monsieur Roger Farley  
Le gestionnaire  
Région de l'ouest  
Programmes d'appui aux langues officielles  
Patrimoine canadien  
Terrasses de la Chaudière  
15 rue Eddy  
10<sup>e</sup> étage Pièce 10E2  
Ottawa ON K1A 0M5

Monsieur,

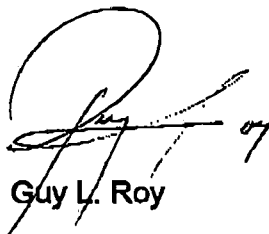
Vous trouverez ci-inclus les états financiers finaux 1994-1995 ainsi que le budget provisoire 1996-1997 selon les termes de l'Entente spéciale Canada-Manitoba pour la gestion des écoles françaises.

Auriez-vous l'obligeance d'expédier l'étude de ces deux documents pour assurer dans les plus brefs délais le deuxième versement pour l'année financière 1995-1996 et par la suite, le premier versement pour 1996-1997.

Si vous avez besoin de plus amples renseignements, n'hésitez pas à me téléphoner au (204) 945-6928.

Veuillez agréer, Monsieur Farley, l'expression de mes salutations les meilleures.

Le sous-ministre adjoint,

  
Guy L. Roy

/pl

c. Henri Grimard

pièces jointes

## ÉTATS FINANCIERS FINAUX 1994-1995

ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA  
RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES

PROJETS OU ACTIVITÉS	DÉPENSES TOTALES \$	CONTRIBUTION DU CANADA \$
<b>A) MISE EN OEUVRE ET FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE DE GESTION</b>		
Salaire et avantages (communication)	47 906	25 525
Salaires et avantages (personnel de transition)	27 394	25 000
Honoraires (membres de la commission scolaire, niveau régional)	115 111	80 988
Honoraires professionnels - légal	23 161	12 500
Frais de déplacement, téléphone et télécopieur	26 253	14 000
Frais de fonctionnement	6 000	6 000
Frais de formation	4 365	2 500
Matériaux et papeterie	15 506	16 000
Dépenses additionnelles reliées à la 1 <sup>re</sup> année de fonctionnement	467 554	449 532
Dépenses pour l'implantation de la structure de gestion	534 966	533 600
<b>TOTAL</b>	<b>1 268 216</b>	<b>1 165 625</b>
<b>B) PROGRAMMES</b>		
Projet 1: Programme culturel	116 738	102 500
Projet 2: Comités divisionnaires	25 948	25 000
Projet 3: Parité dans les programmes (musique et éducation physique)	25 000	25 000
Projet 4: Programme français langue première	1 200 000	1 099 024
<b>TOTAL</b>	<b>1 367 686</b>	<b>1 251 524</b>
<b>C) PROGRAMME D'ACCUEIL</b>		
Projet 1: Personnel professionnel et personnel auxiliaire	569 020	321 376
Projet 2: Formation professionnelle	30 545	23 375
Projet 3: Matériel pédagogique	40 109	31 500
<b>TOTAL</b>	<b>639 674</b>	<b>376 251</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>3 275 576</b>	<b>2 793 400</b>

## Contribution du Manitoba

Selon la disposition 4.1 de l'Entente spéciale à cet effet, la contribution du Manitoba par le Programme de financement des écoles se chiffre à 16 461 812 \$ pour 1994-1995.

Nous certifions que les fonds fédéraux ont été dépensés en vertu de toutes les dispositions pertinentes de l'Entente spéciale Canada-Manitoba relative à la mise en oeuvre de la gestion des écoles françaises.

Sous-ministre adjoint  
Bureau de l'éducation française

Date

96-04-26

Sous-ministre adjoint  
Administration et finances

Date

April 26 96

**BUDGET PROVISOIRE 1996-1997****ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA  
RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES**

PROJETS OU ACTIVITÉS	BUDGET 96/04/01 AU 97/03/31	BUDGET 97/04/01 AU 97/06/30	CONTRIBUTION DU CANADA \$
<b>A. MISE EN OEUVRE ET FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE DE GESTION</b>			
1. personnel de transition	48 750	16 250	65 000
2. structure divisionnaire et gestion	337 547	112 517	450 064
3. information des bulletins scolaires	14 775	4 925	19 700
<b>TOTAL</b>	<b>401 072</b>	<b>133 692</b>	<b>534 764</b>
<b>B. PROGRAMMES DESTINÉS SPÉCIFIQUEMENT À L'ENSEIGNEMENT EN FRANÇAIS</b>			
1. équité dans l'offre des programmes	1 156 567	385 522	1 542 089
2. équipement musical	46 425	15 475	61 900
3. projet technologie	562 500	187 500	750 000
4. activités culturelles	94 718	31 572	126 290
5. éducation physique et sport	44 994	14 998	59 992
6. projet écriture	16 875	5 625	22 500
7. informatisation des bibliothèques	26 250	8 750	35 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 948 329</b>	<b>649 442</b>	<b>2 597 771</b>
<b>C. PROGRAMME D'ACCUEIL</b>			
1. coordination	15 900	5 300	21 200
2. personnel professionnel	174 525	58 175	232 700
3. auxiliaires	206 430	68 810	275 240
4. formation	7 594	2 531	10 125
5. service et matériel pédagogique	21 150	7 050	28 200
<b>TOTAL</b>	<b>425 599</b>	<b>141 866</b>	<b>567 465</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>2 775 000</b>	<b>925 000</b>	<b>3 700 000</b>

**Contribution du Manitoba**

Selon la disposition 4.1 de l'Entente spéciale à cet effet, la contribution du Manitoba par le Programme de financement des écoles se chiffre à 17 078 249 \$\* pour 1996-1997.  
(\*projection)

# NOTE

**A l'attention :** Dossier : Entente spéciale au Manitoba  
**De la part de :** FRANCIS LANDRY  
**Objet :** Appel téléphonique à H. Grimard  
**Date :** 22 avril 1996

~~4180-80/1111~~

4134-7-95-1

J'ai parlé à H. Grimard vendredi le 19 avril pour lui dire que :

- le 2e paiement de 1995-1996 serait fait suite à la réception des états financiers finaux de 1994-1995
- de soumettre une demande dans les meilleurs délais pour le relicat (avril à juin 1996 de la demande de la DSFM) et les 9 mois de l'exercice 1996-1997 de la DSFM (juillet 1996 à mars 1997).

*Y. de  
blan*

Il m'a dit que la demande totale de la DSFM pour 1996-1997 (juillet 1996- juin 1997) se chiffre à 3,7 M \$ (selon le plan de redressement financier soumis au Ministère de l'Éducation).

Or, la demande de financement qu'il nous soumettra devrait se chiffrer à 3 985 492 \$ déterminé comme suit :

- |   |           |   |
|---|-----------|---|
| • relicat de 1995-1996 (avril 1996-juin 1996)                         | 1 395 492 | ✓ |
| • (3,7 M \$ divisé par 10 mois scolaire = 370 000 par mois) 7@370 000 | 2 590 000 | ✓ |
|   | 3 985 492 |   |

Il se propose en terme de suivi de :

- |   |     |
|---|-----|
| • souligner l'urgence à la DSFM de soumettre ses états financiers 1994-1995 | OUI |
| • soumettre une nouvelle demande pour un total de 3,9 M \$                  | OUI |

Je lui ai souligné que nous pourrions toujours en février/mars 1997 au besoin revoir le montant de la contribution accordée au Manitoba en 1996-1997, basé sur les dépenses réelles au 31 janvier 1997 et les dépenses prévues jusqu'au 31 mars 1997.